

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 11 MARS 1978 - N° 652

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

Ni bourgeoisie de droite, ni bourgeoisie de gauche

- Pour les luttes de demain
- Pour avancer vers le socialisme

**Construisons
une large force révolutionnaire
VOTEZ U.O.P.D.P**

VOTER, dimanche, pour l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne, ne sera pas une simple formalité, mais bien un geste politique qui prend sa place dans toute une série d'autres, commencés avant ces élections, et qui se prolongeront après.

Nous ne le cachons pas : il ne s'agit pas, en cette occasion, d'envoyer des députés révolutionnaires au Parlement. Il ne s'agit pas non plus d'escompter des

résultats très élevés en pourcentage. Plutôt que de racoler des voix sur la base de déclarations sans principe, nous avons en effet fait le choix d'une campagne sans concession. Parce qu'il ne servirait à rien, dans les semaines qui précèdent la possible arrivée au pouvoir des partis qui se proclament de «gauche», de laisser la moindre illusion à ce sujet. Parce qu'au contraire, il importait que le plus grand nombre de ceux qui s'interrogent à juste titre sur

les buts poursuivis par ces partis, puissent trouver dans un point de vue cohérent l'expression de leurs aspirations de classe.

Précisément pour cette raison, voter UOPDP, dimanche, ce ne sera pas seulement affirmer un accord politique général avec une position révolutionnaire. Si nous avons voulu nous démarquer aujourd'hui, c'est pour mieux rassembler demain, pour commencer même à rassembler dès aujourd'hui, à

nous engager dans la construction d'une force, du front en mesure de faire face aux échéances politiques des mois et des années à venir.

Dès maintenant, en nous mettant à construire l'UOPDP, nous avons voulu que ceux qui ne voient pas l'issue à leurs luttes et à leurs aspirations dans le remplacement de l'exploitation actuelle par une pale social-démocratie ou un capitalisme d'Etat bureaucratique puissent s'unir. Ils ont commencé à le faire, dans les Comités qui se sont mis en place et qui vivent et se renforcent et qui, après les 12 et 19 mars, au fur et à mesure que leur nécessité politique sera ressentie par un plus grand nombre de travailleurs, doivent connaître un large développement.

Pour tous ceux qui se sont déjà engagés dans cette action, le vote de dimanche sera une nouvelle affirmation de leur détermination. Pour tous ceux, qui sans être encore membre d'un comité, voteront pour les candidats de l'Union, il s'agira d'un premier pas, positif lui aussi, dans une marche que nous commençons avec eux.

La crise de la bourgeoisie au pouvoir ne sera pas résolue par le vote de dimanche. Sa seule issue c'est le socialisme. C'est à elle que nous travaillons, et que nous n'aurons de cesse de travailler, jusqu'à ce qu'elle aboutisse.

**Ogaden :
un terrain
d'expérience
pour les
agresseurs
soviétiques**



(Lire en dernière page)

**C'est Fiszbin
l'accusé !**

Ce vendredi, la 17^e chambre correctionnelle de Paris devait rendre son jugement, après la plainte déposée par Fiszbin, le secrétaire de la fédération de Paris contre André Druesne, candidat de l'UOPDP dans le 19^e arrondissement. Jeudi, lors du procès, le PCF a présenté une argumentation particulièrement peu convaincante, repas d'anniversaire, article du Monde... A travers ce procès, c'est l'UOPDP que vise le PCF. Non, André Druesne ne doit pas être condamné !

(Lire en 4 du spécial UOPDP)

**General Motors :
la CFDT interdite
dans l'usine**

51 licenciements pour fait de grève, c'est ce que demande la direction de la G.M. Comme par hasard, la presque totalité des responsables CFDT sont sur la liste. Parmi eux, le candidat de l'UOPDP ! La direction veut obtenir des syndicats une condamnation des «actes illégaux», comme l'occupation ! La direction CGT, qui porte une lourde responsabilité dans ce déchaînement de la répression, ne s'est toujours pas associée à la manifestation de samedi en soutien aux licenciés.

(Lire en page 4)

**Procès
Croissant :
les avocats
contre la fouille**

C'est parce que ses avocats ont refusé d'être fouillés à l'entrée du tribunal de Stuttgart-Stammheim que le procès de Klaus Croissant a été reporté. En effet, tout avocat de la défense est désormais considéré comme suspect en RFA, après le vote d'une loi dans ce sens par le Bundestag. Après que l'avocat Klaus Croissant ait été assimilé aux terroristes de la «Fraction armée rouge» dont il organisait la défense, les avocats de Klaus Croissant sont maintenant assimilés à leur tour à des terroristes en puissance.

(Lire en dernière page)

**Ils luttent sans attendre
le résultat des élections**



Rhône-Poulenc à Colmar, les Verreries Boussois à Maubeuge, les chantiers des centrales nucléaires de Braud St-Louis et de Dampierre, la CAF de la rue Viala, les Assurances GAN à Bordeaux, une dizaine

d'hôpitaux dans tout le pays... autant de luttes qui, dès aujourd'hui affirment que que soit le gouvernement qui sortira des urnes après le 19 mars, on ne peut rien attendre de sûr ! Nos revendications, disent ces milliers de grévistes, même si tel ou tel parti nous les promet aujourd'hui, il faudra aller les arracher nous mêmes, sans attendre qu'on veuille bien nous les octroyer. «Pas question de faire une pause et d'attendre, de savoir qui sera au gouvernement», ont affirmé les grévistes des Allocations Familiales !

Toutes ces luttes, qui refusent de s'en remettre à des promesses rendues encore plus douteuses par la cassure du Programme commun, par toutes les querelles qui s'étaient et n'ont pas cessé à la veille des élections, montrent dès aujourd'hui la voie à suivre : refuser plus longtemps l'austérité des plans Barre, refuser d'entrer dans les calculs et les projets des partis de gauche, ne compter au contraire que sur la force des travailleurs !

Grande fête forum-débats du comité 13^e de l'UOPDP

SAMEDI 11 MARS DE 15 h à 21 h
au 27 av. de Choisy. M^o : Porte de Choisy

Cinq débats, 15 heures :

- Comment lutter contre la rénovation qui nous chasse de Paris, et pour obtenir de meilleurs logements à la portée de nos bourses.
- Pourquoi les luttes des travailleurs sont-elles isolées et n'aboutissent pas depuis 74 ?
- Comment se préparer aux luttes de l'après 78 ?

17 heures :

- La condition des femmes et leurs luttes pour une véritable émancipation.
- Quels seront les pouvoirs des travailleurs dans les entreprises nationalisées de la gauche ? Et demain avec le socialisme, comment pourra-t-on s'organiser pour contrôler la société ?

Giscard : il semblerait qu'il va parler !

Il semblerait que Giscard va finalement parler, avant le 1^{er} tour. Ce serait pour samedi soir, juste avant la clôture officielle de la campagne, vers 20 H. Il semblerait que les cars de reportage télé se prépareraient à prendre la route du Massif Central, l'«événement» se passerait donc à Chamalières...

Lyon : les colleurs de Barre sont nerveux

Mardi soir, vers 22 h 30, des colleurs de Barre ont roué de coups un habitant du quartier, rue de Rancy. Il n'avait pourtant rien fait d'autre que les plaisanter. Rentré chez lui, il fût pris de malaise et hospitalisé. Le responsable local de la campagne de Barre précise que ses colleurs sont des bénévoles, qui offrent gracieusement leurs services, et qu'ils utilisent leurs propres véhicules. Le passant agressé a porté plainte.

Au secours de la victoire

La gauche vient de recevoir un soutien de dernière minute. Celui de Pierre Pujade. Qui s'en souvient encore ? Au début des années cinquante, sur un coup de grosse démagogie, ce commerçant avait réussi à constituer un groupe parlementaire ultra-réactionnaire, fort de cinquante députés. Il s'était notamment rendu célèbre par son service d'ordre violemment anti-communiste.

Ah ! la belle unité !

Comme on le sait, les partis de la «majorité» vont à cette élection parfaitement unis. C'est pourquoi, dans la Lettre de la Nation (RPR) de jeudi, on pouvait lire une charge contre le Premier ministre et la politique de Giscard. D'abord, Charpy rappelle la proposition de Chirac d'élections anticipées à l'automne 74. Puis, il tire le bilan, «sans même tenir compte de celui qu'a dressé Raymond Barre : sa politique anti-inflationniste, malgré ses résultats positifs, n'a pas dégelé l'investissement, d'autant qu'elle n'a pas réussi à restaurer la capacité financière des entreprises qui était un des objectifs». Et ça se fait appeler «premier économiste de France»...

R.U.C. : racisme ultra crapuleux

Un certain R.U.C. (Rassemblement des Usagers et des Contribuables) présente des candidats à Paris. Dans un tract qu'il distribue dans le 18^e arrondissement de Paris, il écrit : le RUC «décrètera une opération de «dératisation générale» qui se poursuivra jusqu'à ce que le dernier «raton» ait quitté le navire.» Le 18^e, c'est le quartier de la Goutte d'Or, où sont rassemblés tant de travailleurs arabes. Français de bon sens, usagers et contribuables, autres éléments réactionnaires de la bourgeoisie moyenne, les apprentis-Pujade ne manquent pas pour vous mobiliser.

Le jour J

QUELQUES POINTS DE REPERE POUR ANALYSER LES RESULTATS

● Dans la soirée même du 19 mai 1974, au moment où ils apprenaient la courte victoire de Giscard, les dirigeants de la gauche parlaient déjà des futures législatives de 1978. Depuis, nous avons entendu la rengaine des milliers et des milliers de fois, «vous verrez, ça va changer quand on gagnera les élections». Et ils ont saboté les luttes, et ils n'ont pas répondu à la volonté d'un mouvement d'ensemble contre le plan Barre, et ils ont tenté de prolonger le plus longtemps possible les illusions sur le Programme commun.

Ces élections, nous y sommes maintenant. Chacun des deux tours revêt une grande importance. Au premier tour, on va pouvoir situer les différentes forces politiques, apprécier les rapports de force électoraux entre les partis de droite

● Qui vote ? En principe, toutes les personnes de nationalité française âgées de plus de 18 ans, et jouissant de tous leurs droits civiques. Le chiffre des inscrits tel qu'il a été publié à ce jour est de 34 995 396. On estime qu'environ 1 800 000 jeunes, âgés de 18 à 21 ans, participent pour la première fois à des élections législatives : il faut remarquer que près de 2 000 000 de personnes ne se sont pas faites inscrire sur les listes, et ne participeront donc pas au scrutin.

57 % des électeurs inscrits sont considérés, selon les classifications de la bourgeoisie, comme des «actifs».

43 % sont des «inactifs», parmi eux, les femmes sans emploi ou les personnes âgées.

L'âge moyen des élec-

teurs du 12 mars 78 sera de 44 ans.

● Peu de députés seront élus dès le premier tour. En 1973, lors des dernières législatives, ils n'étaient que 60 à avoir la majorité absolue dès le premier tour du scrutin : 26 UDR, 13 Républicains indépendants, 6 centristes, 5 «divers majorité», 8 PCF, 1 socialiste et 1 «divers gauche». Le nombre important de candidats, et surtout l'incertitude quant aux résultats, joints à l'enjeu politique, font qu'il y aura très probablement encore moins d'élus au premier tour cette fois-ci.

La composition de la future Assemblée nationale va se jouer dans quelques 130 circonscriptions. Au vu des dernières élections cantonales et municipales, au vu des sondages, dans

comme entre les partis de gauche. C'est aussi au premier tour que vont pouvoir s'exprimer, sous la seule forme restrictive du bulletin de vote, ceux qui refusent la domination et la mainmise des partis bourgeois.

L'enjeu de ces élections est tel que des millions de Français vont passer une bonne partie de leur nuit à suivre les résultats à la télévision et à la radio. Dans son édition de mardi, en kiosque le lundi après midi à Paris, *Le Quotidien du Peuple* consacra bien sûr une large place dans ses colonnes à ce premier tour.

Afin de suivre et d'analyser les résultats dans les meilleures conditions, il n'est pas inutile de rappeler quelques données importantes.

COMPOSITION DE LA DERNIÈRE ASSEMBLÉE NATIONALE

73 PCF	53 centristes
91 PS	53 RI
11 MRG	178 UDR
	14 Divers droite

120 circonscriptions, la gauche a de bonne chance de ravir la place aux sortants de droite. Dans une dizaine de cas, c'est le contraire. Nous publierons dans notre édition de mardi le résultat complet de ces 130 circonscriptions décisives.

Il faudra suivre également avec attention les glissements qui vont s'opérer au sein de chaque camp. Dans une dizaine de circonscription, les primaires entre PCF et PS vont être serrées, et le candidat socialiste s'il arrive en tête comme c'est probable, aura des chances de ravir le siège du PCF. Les mêmes affrontements, dans la même proportion, ont lieu à droite. Il sera cependant plus difficile de faire le compte, étant donné la mouvance et le flou politique d'un certain nombre de sortants de droite. Tel député élu comme UDR en 73 se représente aujourd'hui comme giscardien, tel suppléant devenu député n'a pas la même étiquette que son titulaire de 73 etc...

Le fait que la composition du parlement va se jouer sur quelques 130

circonscriptions découle directement du mode de scrutin. Pas question pour les petites formations politiques d'avoir un quelconque accès au parlement bourgeois. De plus, les différences entre circonscriptions sont criantes. En 1973, Blanc (PR), aujourd'hui secrétaire d'Etat, a été élu en Lozère avec 9 973 voix, pour 23 909 inscrits.

Juquin, du PCF, avec 37 485 voix au premier tour dans la 3^e circonscription de l'Essonne, n'a pas été élu au premier tour. Il est vrai qu'il y avait quelques 145 833 inscrits !

Dès notre numéro daté de mardi, et pendant toute la semaine bien sûr, nous publierons l'analyse des différents résultats et des échos d'après la manière dont les différents partis se situaient par rapport à ces résultats. Dès lundi, nous serons à même de déterminer avec précision quelles seront les circonscriptions décisives. Dans ces circonscriptions là, le résultat se jouera à quelques voix, et le score de ceux qui refusent des solutions bourgeoises de droite et de gauche, en premier lieu l'UOPDP, prendra une importance particulière.

Pour la publication du résultat des élections

Pour que le *Quotidien du Peuple* puisse le plus rapidement possible rendre compte des résultats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne, nous demandons aux comités de l'UOPDP de nous téléphoner le plus rapidement possible dès dimanche soir les résultats de leur circonscription. Il faut que le représentant de l'UOPDP qui se tiendra au bureau de vote où sont centralisés les résultats de la circonscription appelle le journal au 636 73 76 dès que les résultats seront connus.

Pour que les résultats puissent être rapidement exploités et ne pas immobiliser la ligne trop longtemps compte tenu des nombreuses correspondances que nous attendons dans une fourchette de temps très restreinte, nous demandons à nos correspondants de remplir avant de téléphoner la fiche suivante et de nous en donner lecture.

UOPDP	PCF
LO	PS
PLSLPT	MRG
PSU Front Autog	Gaull. gauche
Coll. Ecologie 78	Jobertistes
Div. Ecolo	UDF
Choisir	RPR
Régionalistes	Div. droite
Div. ext. gauche	(préciser*)
(préciser*)	Ex. droite
	(préciser*)

* : S'il y a plusieurs candidatures divers extrême gauche, divers droite ou divers extrême droite, énoncer chacun des résultats.

4 MARS 1973 (1^{er} tour)

Inscrits : 30 672 952
Abstentions : 5 861 638 (19,11 %)
Suffrages exprimés : 24 259 050 (79,08 %)

PCF	5 156 619	21,25 %
PSU	454 990	1,87 %
Extrême gauche	365 655	1,50 %
PS	4 579 888	18,87 %
Radicaux de gauche	359 715	1,48 %
Divers gauche	314 604	1,29 %
Réformateurs	3 015 472	12,43 %
UDR	5 788 796	23,86 %
RI	1 674 972	6,90 %
CDP	901 136	3,71 %
Divers majorité	972 623	4,00 %
Divers droite	684 580	2,82 %

Comité Malville

(Grenoble)

(Communiqué)

RASSEMBLEMENT
DU 11 MARS

Le choix nucléaire, et en particulier de Super Phénix (à nos portes) est l'aboutissement désastreux d'une politique qui s'essouffle et n'en finit pourtant pas de nous étouffer. Quel que soit le gouvernement que nous aurons demain, nous avons tout lieu de craindre qu'à Malville les travaux vont se poursuivre, les changements seront plus certainement des changements de forme que de fait.

A LA VEILLE
DES ELECTIONS
LEGISLATIVES

Ce problème essentiel étant oublié (volontairement) dans la plupart des propagandes électorales nous nous trouvons dans l'obligation de pratiquer la démocratie directe, dire dans la rue encore une fois ce qu'un bulletin de vote ne nous permet pas d'exprimer, le surgénératour est inacceptable. Le choix du nucléaire repose sur une seule justification, la nécessité de la croissance. A cela nous disons deux choses.

Dans l'hypothèse où on accepte cette nécessité il a déjà été démontré qu'on pouvait l'obtenir par d'autres moyens ; si l'on analyse la croissance par l'électro-nucléaire, on trouve les problèmes multipliés. En effet en 75 la consommation d'électricité fut faible, proche de la croissance 0. Le chômage était inférieur à maintenant. On ne vivait pas mieux mais pas moins bien. En 76-77 la croissance de consommation

d'électricité fut beaucoup plus forte, conséquence d'un matraquage publicitaire «d'EDF service public» vendant son électricité à la manière d'un marchand de lessive. Or, ces années de chômage fut croissant : LE BIEN ÊTRE PAR LA CROISSANCE EST UN MYTHE qui confirme le fait que le nombre des déshérités dans le monde ne fait que grandir sans cesse par rapport à celui des nantis.

CETTE CROISSANCE
EN REALITE N'A FAIT
QU'ACCROITRE
L'INSECURITE DANS
TOUTES SES FORMES

L'insécurité dans l'emploi. Dangers multiples du nucléaire.

— Insatisfactions diverses.
— Assimilation de la contestation à la délinquance servant de prétexte aux mesures de renforcement des mesures policières jusqu'à la manipulation de la justice. En conséquence de quoi, à la veille des élections, n'ayant plus que la possibilité de nous exprimer que par ce moyen pacifique nous appelons à un rassemblement régional le 11 mars 1978, veille du 1^{er} tour des élections pour dire encore une fois non à Super Phénix et au terrorisme d'Etat qu'il symbolise.

Comité Malville
GrenobleCité Paul Mistral
Samedi 11 mars
10 h 30

Conseil des ministres

CREPUSCULE ELECTORAL

Le gouvernement Barre continue à exister. Il est vrai qu'il vit très probablement ses dernières heures. Sa réunion de mercredi sera venue confirmer qu'il est désormais incapable d'aller au delà de quelques mesurées à fins électorales.

D'abord, en toute hâte, on a pris les décrets d'application de la «loi Guermeur» d'aide à l'enseignement privé. Ces derniers

temps, les «Associations de parents d'élèves» de ce secteur se sont distinguées par leurs prises de position violemment hostiles à la gauche : il fallait bien confirmer ceux qu'elles influencent dans leur point de vue. Ensuite, il y a la décision de recruter sur le champ 700 policiers et gendarmes, et de créer 10 000 postes dans les cinq ans à venir. Là encore, la démagogie qui est en

œuvre ne s'adresse pas à n'importe quelle fraction du corps électoral : tout ce qu'il y a de plus réactionnaire devait être mobilisé pour dimanche.

Reste enfin, comme il fallait bien rappeler le caractère «libéral» et «avancé» du giscardisme, les mesures enlevant au mari la gestion exclusive de certains biens du ménage pour les confier de manière égale aux deux époux. Les

féministes étant ainsi, on l'espère, rassurées, on a aussi fait quelques choses pour les écologistes : la mise en place d'un commissariat à l'énergie solaire. Rien de nouveau dans tout cela, en réalité, que des mesures annoncées depuis longtemps ou traînant dans les tiroirs. Mais la conjoncture, visiblement, les rendait urgentes.

Dernière heure

LE MONDE AVEC LE PS

Selon certaines sources d'information, à la rédaction du Monde, on avait décidé de ne pas soutenir la gauche aux élections comme en 74. On affirmait même que Fauvet et Sauvageot, les deux principaux dirigeants, s'y étaient opposés. A en juger par l'article éditorial publié dans le numéro de vendredi, sous la signature du premier, c'était manifeste-

ment faux.

«L'alternance n'est pas seulement une loi politique, elle est une nécessité sociologique», affirme-t-il. Ce qui revient à dire qu'il est temps de changer d'équipe. Et de confirmer en écartant les objections : risque de débâcle économique ? «Les deux partis ont des hommes ni plus ni moins capables que d'autres dans la plupart des

secteurs de l'économie et de l'Etat». (Il s'agit du PCF et du PS). Risque de débordement par le PCF : «Rien n'interdirait au parti socialiste de s'y opposer (...) Tout porte à espérer qu'il trouverait en lui la résolution de le faire».

Car au vrai, ce n'est pas de vote à gauche en général, mais de vote PS qu'il s'agit. Ainsi, de l'opposition à «la nationalisation

rapide», ou à «concevoir, adopter et appliquer hâtivement l'impôt sur les grandes fortunes». Au reste, explicitement, «seul un parti socialiste fort peut équilibrer» le PCF.

La conclusion : «cinq ans, ça suffit (...). Le changement, c'est le risque ? La continuité aussi». Les lecteurs auront compris.

DU «GAUCHISME» AU PCF :
L'ITINERAIRE DES
ILLUSIONS DEÇUES

Quelques-uns, autour desquels le PCF tente de faire un certain bruit, ce sont ces «anciens gauchistes» - de préférence de mai 68, qui voteront demain au premier tour pour le parti de Marchais. L'un d'entre eux, «ex-sympathisant de VLR, appartenant à un bureau d'études qui travaille pour la CGT et la CFDT», a été longuement interviewé par Libération. De ses propos, se dégage un itinéraire : comment l'impuissance enfin constatée peut déboucher sur de nouvelles illusions.

«Toutes nos idées ont été reprises, ou achetées. Par le giscardisme, par le PS, maintenant par le PC. L'imagination au pouvoir, via les bureaux d'études». Certes, la profession influe sur le propos. Mais, à y bien regarder, n'était-ce pas, dès le début des années 70, une question brûlante d'actualité ? Dès cette époque, en effet, les éléments les plus éclairés de la bourgeoisie ne cachaient pas comment se produisait, au fur et à mesure, l'intégration des contradictions soulevées par les «spontanistes» de l'époque.

Intégration en paroles, du moins : pour avoir détruit les bidonvilles, la bourgeoisie n'en a pas

moins parqué les immigrés dans des taudis verticaux et des foyers-prisons, où, aujourd'hui, resurgit le combat. Et ce n'est pas la «revalorisation du travail manuel» qui aura modifié fondamentalement la condition des OS. Ceci pour ne prendre que deux exemples.

Entre les deux «recupérations» qui restent en présence, l'interviewé de Libération choisit alors. Par élimination, d'abord : c'est seulement après la rupture de la gauche dit-il, qu'il a découvert la nature du PS, son OPA sur la CFDT, ses liaisons troubles avec la social-démocratie européenne. Auparavant, «notre attention allait au CERESES» : autre illusion qui s'écoule, bien tardivement, il est vrai.

Ce qui est fâcheux, c'est que la même naïveté préside aujourd'hui à l'intérêt montré pour le PCF. Certes, on commence par affirmer que «voter PC au premier tour, c'est purement tactique». Mais, au fil de l'argumentation, on en vient à rêver aux propos d'Ellenstein, décrivant un PCF «autogestionnaire, féministe et écologiste : ce n'est même pas de la démagogie, c'est de l'extra-lucidité». A moins que ce ne soit un extrême



Auto-stop PCF : des «ex-gauchistes» montent dans la voiture.

aveuglement. Derrière les propos attrape-tout, l'ex-gauchiste a-t-il seulement porté attention au détail réel des positions du PCF, à la continuité profonde de son projet ? Il ne semble décidément pas.

Alors, à quand la prochaine désillusion, à quand la prochaine erran-

ce ? «Faire l'expérience d'une solidarité victorieuse, de temps en temps, pour recharger ses batteries», c'est peut-être une aspiration qui peut se présenter dans la classe à laquelle il appartient. Cela ne peut tenir lieu de point de vue politique pour la classe ouvrière.

BESANÇON 3 GREVES EN UN JOUR

Lip contre la suppression des ASSEDIC, occupation de l'ANPE

Une fois de plus les Lip sont descendus dans la rue comme ils l'avaient annoncé en janvier. Les patrons à la commission de l'Assedic ont refusé de prolonger leurs indemnités. Désormais les familles ouvrières de Lip auront pour toute ressource l'aide publique à 380 F ou 500 F. Alors que la campagne électorale bat son plein, que les promesses sur l'emploi se multiplient, voilà la réalité imposée aux travailleurs. Par ailleurs, les Lip ont collé massivement une nouvelle affiche faisant justice des fameux efforts de reclassement qui sont présentés comme une solution à l'emploi : plus de 90 entreprises contactées ont refusé un emploi aux Lip. Quant à la coopérative, présentée par certains comme un moyen de rentrer dans la légalité «et ainsi débloquent la situation», elle n'est pas toujours pas en mesure de régler les problèmes d'autant plus que les syndicats du patronat et du pouvoir lui mettent toujours des bâ-

tons dans les roues.

La manifestation s'est rendue «à la maison du chômage» et les Lip ont duré plusieurs heures occupés les locaux de cette ANPE. Cela ne plut pas au préfet qui «est préoccupé de constater que dans une période où la France a besoin de paix civile, à quelques jours du scrutin, certains cèdent à la tentation de la violence... Cela n'est pas admissible... En effet vers 13 heures, les Lip ont collé massivement une nouvelle affiche faisant justice des fameux efforts de reclassement qui sont présentés comme une solution à l'emploi : plus de 90 entreprises contactées ont refusé un emploi aux Lip. Quant à la coopérative, présentée par certains comme un moyen de rentrer dans la légalité «et ainsi débloquent la situation», elle n'est pas toujours pas en mesure de régler les problèmes d'autant plus que les syndicats du patronat et du pouvoir lui mettent toujours des bâ-

Contre la répression anti-syndicale

60% de grévistes dans les écoles et les manifestations contre la répression anti-syndicale pour protester contre les mesures administratives mettant en cause le secrétaire départemental de la FEN, Jean-Pierre Billot actif syndicaliste au lycée agricole. Une grève de solidarité a

été bien suivie dans les écoles et des centaines de manifestants à l'appel de la FEN, SGEN, CFDT, CGT ont défilé devant la préfecture. Les gardes mobiles habituellement mobilisés contre les travailleurs, étaient là aussi armés pour les profs.

Nouvelle manifestation contre l'expulsion des Marocains

Une nouvelle fois dans les rues de Besançon, ont retenti les mots d'ordre de la solidarité internationale, après l'Iran la semaine passée, c'est le Maroc d'Hassan II et son complice Giscard qui était visé. Depuis des mois, maintenant le pouvoir cherche à expulser un étudiant marocain, Khar Moundi militant de l'UNEM. La mobilisa-

tion a jusqu'à présent empêché l'exécution de cette mesure arbitraire. Par ailleurs, se poursuit la procédure judiciaire, et justement la manifestation était organisée par le collectif universitaire contre les expulsions au moment où le tribunal administratif devait évoquer l'affaire. En réalité, le pouvoir a préféré reculer l'échéance.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 226 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

RHÔNE POULENC (COLMAR) : 13^e JOURS DE LUTTE

- La direction propose 10 F d'augmentation
- Menace de chômage technique

13 jours de grève à l'usine Rhône Poulenc Textile, plus connue sous le nom de Crylor, à Colmar, pour une prime de 500 F payée afin de pallier le manque à gagner du mois de décembre, où le chômage partiel ajouté au retard résultant du transfert du service payé à Paris, a amputé considérablement les salaires. Une réunion avec la direction a eu lieu dans l'après midi de jeudi, d'où il n'est rien ressorti.

Parler d'amputation considérable des salaires n'est pas peu dire quand on lit sur le tract inter-syndical diffusé à la gare et dans les rues de Colmar, mercredi que beaucoup d'ouvriers ont touché en février entre 790 et 1 200 F !

Mais la fiche de paye qui, il y a 15 jours, a entraîné un arrêt spontané du travail, n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ; car en trois ans le pouvoir d'achat des grévistes a baissé de 17,6 % selon la CFDT suite aux multiples périodes de chômage partiel décrétées par le trust ! La direction de l'usine de Colmar, fait rarissime pour un patron, admet elle-même une baisse du pouvoir d'achat de 8 %

Les grévistes réclament en outre l'ouverture rapide de négociations devant aboutir à une prime de

200 F pour tous, une prime dite de «qualité». De quoi s'agit-il ? Chez Rhône Poulenc, les ouvriers travaillent sur des fibres synthétiques.

Pour fomentier la division, la direction prétend que le travail des ouvriers aboutit à des résultats différents appelés 1^o, 2^o ou 3^o choix. Comme par hasard, le travail effectué est souvent considéré comme troisième choix ! Les grévistes exigent d'être payés au 1^{er} choix avec une prime fixe incorporée au salaire.

Dernière revendication : une réduction du temps de travail à 40 heures, ce qui permettrait entre autre aux «continus» d'avoir 12 jours de repos supplémentaires.

CHANTAGE DE LA DIRECTION SUR LES SYNDICATS

Où en est-on après 10

jours de lutte ? Un piquet de grève jamais inférieur à 50 ouvriers, est toujours devant l'usine dont les grilles ont été fermées, pour éviter les provocations de gens mal intentionnés. La direction qui a envoyé un huissier pour faire constater que les syndicats sont responsables «d'un arrêt de longue durée de l'usine» a comme on le sait demandé l'évacuation de l'usine, décision contre laquelle les syndicats ont fait appel, et dont la direction jusqu'à jeudi entendait se servir comme moyen de chantage pour ramener les syndicats à plus de «raison». Ainsi, mercredi soir, un «intermédiaire» «n'étant pas du côté de la direction» selon lui est venu aux portes de l'usine, sonder les intentions pendant que l'inspection du travail demandait aux syndicats d'organiser une nouvelle consultation du personnel et d'accepter de nouvelles bases de discussions ! Mieux, la direction acceptait une réunion jeudi après-midi, d'où il ne ressortait rien, les syndicats refusant le partage d'une somme de 8 millions entre les travailleurs, soit une

véritable aumône.

La «modération» attendue ne venant pas, la direction de l'usine se fait plus menaçante, et ceci par l'intermédiaire du PDG de l'usine «Les filés de Fourmies» (Nord) qui vient de déclarer que «si la commande de fibres passée auprès de RPT Colmar ne pouvait être livrée dans les 48 heures, il se verrait contraint de mettre les 600 ouvriers de son entreprise en situation de chômage technique». Ne serait-ce pas le prétexte définitif trouvé pour justifier une expulsion qui peut avoir lieu maintenant d'une minute à l'autre ? Les travailleurs, décidés à continuer la lutte, s'y préparent : en cas de coup de force, la sirène sonnera 6 fois, comme en cas d'incendie, pour appeler au soutien. D'ores et déjà, pour structurer un large mouvement de soutien autour d'eux un groupe d'ouvrier, à qui Radio Fesseheim a prêté une antenne, va faire une émission quotidienne sur la lutte à partir de jeudi.

Richard FEUILLET

BORDEAUX : AUX ASSURANCES DU GAN, UNE GREVE POUR GAGNER

Il y a deux semaines, les fédérations CGT et CFDT, lançaient une action de grève de 8 heures pour les revendications des travailleurs des assurances. Une journée d'action sectorielle de plus ? ou bien point de départ d'un développement des luttes contre la politique du patronat des assurances ? Bien sûr, la tactique adoptée depuis des mois par les directions syndicales n'est pas de développer les luttes. Pour garder à la campagne électorale toute sa «sérénité», elles organisent des journées d'action sans avenir, pour mieux pouvoir dire : «Les travailleurs ne veulent pas lutter, ils veulent attendre les élections».

LUTTER, SANS ATTENDRE

Mais au GAN de Bordeaux, les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille ! Ils veulent faire aboutir leurs revendications :

- frais de transport payés (200 F)
- réduction du temps de travail,
- amélioration des conditions de travail.

C'est pour cela qu'ils ont décidé le 24 février de poursuivre la lutte. Ils ont d'abord occupé le service courrier puis ils sont bien vite passés à un autre type d'intervention, plus gênant pour le GAN : ils ont déclenché une grève illimitée dans le service Contrat groupe (Assurances-vie). Son chiffre est de 7 milliards de francs par an. Le fait que Bordeaux soit le siège administratif du GAN sur toute la France rend la cible encore plus judicieuse, la direction ne pouvant laisser faire.

CHANTAGE PATRONAL

La direction a tenté d'expliquer aux employés en grève que leur attitude allait à l'encontre des intérêts des travailleurs qui ne pouvaient recevoir du fait de la grève leurs rentes-accident par exemple. En fait, la direction ne veut pas que soit ternie l'image de marque du GAN, entreprise nationalisée au nom d'un intérêt public qui cache le profit que fait cette entreprise sur le dos des travailleurs assurés et sur ses employés. En effet, les employés sont embauchés à 1 800 F bruts par mois et peuvent espérer atteindre au bout de 3 ou 4 ans 2 100 F. Ils doivent travailler avec de la lumière artificielle qui les aveugle. Les grévistes unis sur leurs objectifs de lutte ont su déjouer ces manœuvres patronales et poursuivre la lutte. L'action de la section CFDT n'y est pas pour rien.

UNE LARGE DÉMOCRATIE

La section CFDT, la plus influente dans l'entreprise, a voulu dès le début développer largement l'initiative des grévistes pour qu'ils dirigent eux-mêmes leur lutte. Le fait que l'enthousiasme des grévistes ne faiblisse pas, qu'il se soit engagé un travail de popularisation, marque la capacité de la section CFDT à répondre aux aspirations des travailleurs. Ceci d'autant que les obstacles n'ont pas manqué : chantages patronaux, mais aussi une section CGT peu enthousiaste.

UNE «GESTION» PEU DÉMOCRATIQUE

Commencant par demander l'arrêt de la grève, puis proposant une journée de grève, une grève tournante, un débrayage de deux heures, la direction CGT a tout fait pour saboter la grève. Mais les employés n'ont pas cédé. Par contre des divergences sont apparues au sein de la CGT, des cartes ont été déchirées. Toutefois la section CGT s'est ralliée à la lutte pour ne pas être discréditée ou laminée, mais là aussi des divergences sont apparues sur la façon de mener la lutte. La CGT aurait voulu que les sections syndicales

seules dirigent la lutte, tenant plus ou moins les employés à l'écart. Là encore, elle a dû se soumettre. Les grévistes ont imposé une autre conception de la démocratie, qui n'a rien à voir avec les délégations de pouvoir si chères à certains délégués de la CGT.

LE CHEMIN DE LA VICTOIRE

Toujours est-il que les grévistes, soutenus par l'ensemble du personnel, entendent obtenir satisfaction et en prennent les moyens. Le travail de popularisation engagé et le soutien financier qu'ils recueillent, placent les grévistes en position de force. La direction, par contre, perd chaque jour beaucoup d'argent. Aussi semble-t-elle abandonner le chantage. Elle serait même prête à négocier.

Refusant d'attendre la réalisation de promesses électorales sur lesquelles ils ont des doutes, les employés du GAN de Bordeaux ont affirmé la voie de la lutte. C'est le meilleur moyen d'obtenir satisfaction d'aujourd'hui, et de forger leur unité pour le combat de demain.

Corr. Bordeaux

union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

U.O.P.D.P. 3 rue Jean Robert Paris 18°. Tél : 607.23.75.

Voter pour l'UOPDP : UN ACTE POLITIQUE

Nous voici à la veille du premier tour des législatives. Pour la première fois depuis bien longtemps, se présente aux travailleurs, à l'occasion de ce vote, une autre alternative que celle, habituelle, qui consiste à «choisir» entre les grands partis bourgeois lesquels assumeront la direction de l'Etat capitaliste.

Une autre alternative que celle que reflètent toutes les promesses de ces partis : changer le capitalisme, l'améliorer par la voie des élections ; en fait le perpétuer et le préserver.

En effet, nous, affirmons, nous que les travailleurs ne peuvent et ne doivent compter que sur leurs luttes !

Le capitalisme, pour en finir avec ses maux, nous devons le renverser, nous devons l'abattre, par la révolution socialiste, pour construire le socialisme !

Mais est-ce à dire que ces élections sont inutiles ?

Nous présentons des candidats : c'est bien que nous pensons le contraire !

Non pas que nous pensions avoir quelque député ; nous savons bien que notre score ne le permettra pas. De plus nous ne compterons jamais sur quelques députés pour changer les choses !

Mais faire entendre la voix de ceux qui se défient de tous les partis bourgeois, mener la bataille politique pour construire l'autonomie de la classe ouvrière et des forces vives de notre peuple par rapport à ces partis, c'est notre bataille maintenant, c'est la grande bataille de laquelle dépend vraiment l'avenir des travailleurs et de leurs luttes ! Et la campagne électorale est l'occasion de lui donner une ampleur nouvelle.

Est-ce à dire que le vote lui-même n'aurait pas d'importance. Non plus !

Pour tous les travailleurs, et ils sont de plus en plus nombreux, qui sont conscients qu'aucun changement fondamental ne viendra des urnes, qu'ils ne faut placer aucun espoir dans aucun parti bourgeois, voter pour notre union est au contraire un acte politique pour affirmer cette conscience, un pas pour avancer dans la construction de ce rassemblement des forces vives de notre peuple hors de l'influence des partis bourgeois !

Nous disons que les travailleurs qui ne font confiance ni aux partis bourgeois de droite ni à ceux de gauche : c'est bien vrai : les positions prises par divers mouvements (écologistes, de femmes, etc.) lors de ces élections en témoignent.

Notre Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, soutenue par les marxistes-léninistes dans l'unité, offre une claire perspective révolutionnaire.

C'est pourquoi, il faut que les travailleurs les plus conscients votent pour nos candidats, comme eux simples travailleurs, partout où nous en présentons !

Votez pour les candidats de notre Union pour avancer dans l'organisation autonome des forces vives de notre peuple en vue de la révolution socialiste !

A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple et l'Humanité Rouge publient simultanément, chaque semaine, ces pages prises en mains, par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne.

PREPARONS-NOUS A LA LUTTE



Ces élections législatives, leur enjeu important en est connu depuis trois ans. Depuis des mois les partis de droite et de gauche s'y préparent et ont démarré leur campagne. A la veille du scrutin, on peut en faire le bilan : malgré les milliards dépensés, jamais leur campagne n'avait été aussi terne, aussi morne.

Et c'est là un symptôme assez clair de la profondeur de la crise : jusqu'au dernier moment les partis de droite cherchant à se rejeter l'un sur l'autre la responsabilité de leur faillite et de leur échec électoral prédit par les sondages se sont divisés et entre-déchirés. Jusqu'au dernier moment, Giscard d'Estaing a louvoyé pour laisser la porte ouverte à un arrangement de «centre gauche» avec la social-démocratie, qui lui permettrait de rester à l'Elysée en cas de victoire de la gauche. «Parlera, parlera pas ?», le président hésite encore, paraît-il, à lancer un dernier appel à la télévision.

Le discrédit des partis de droite n'est jamais apparu aussi largement et aussi clairement aux travailleurs.

Ce qui est plus important encore, c'est que les partis de gauche sont bien loin d'avoir pu profiter, comme ils l'escomptaient, de cette situation : leur campagne, à part quelques opérations de prestige, n'a pas suscité le courant d'adhésion populaire qu'ils prétendaient rassembler. Le vide des préaux est significatif : Mitterrand mais aussi Marchais sont perçus de plus en plus comme des

vedettes de télévision, comme des politiciens, d'oppositions, certes, à la recherche de suffrages, bien davantage que comme les représentants de forces capables de répondre véritablement aux revendications et aux aspirations des travailleurs. Le mythe d'une victoire de la gauche, reproduisant les beaux jours de 1936 est complètement mort.

Pas seulement parce que le Programme commun est mort, que l'Union de la gauche est cassée, que, là aussi, jusqu'au dernier moment, les contradictions se sont aggravées entre PS et PCF. Cette cassure n'a fait qu'approfondir les interrogations, les doutes, et les oppositions d'une large frange de travailleurs à l'égard des partis de gauche.

Les partis de gauche peuvent sans doute remporter ces élections. Mais, c'est sûr, il n'y a aucun enthousiasme et le plus souvent assez peu d'illusions sur ce qu'un gouvernement de gauche pourrait changer à la crise de cette société.

Comment en serait-il autrement, alors que le PS, au fur et à mesure que l'échéance du pouvoir approche, se dépouille de ses oripeaux de gauche et se révèle tout nu : un parti social démocrate, héritier direct de la SFIO, et qui se prépare à gérer loyalement le capitalisme, à imposer un programme d'austérité, et à sortir de la naphthaline un vieux routier de la III^e et de la IV^e République comme Mendès-France. (Suite page 4)

Préparons-nous à la lutte

(Suite de la une)

Comment en serait-il autrement alors que, depuis plus de trois ans, les travailleurs ont fait l'expérience du blocage de leurs luttes par les appareils syndicaux, «contrôlés» par le PS et surtout par le PCF ? Comment en serait-il autrement alors que toute la pratique quotidienne du PCF dément son brusque flot de démagogie sur l'autogestion, la démocratie, et les libertés ?

Les luttes offensives, dures, engagées ces dernières semaines, à General Motors, à Rhône Poulenc Colmar, sur les chantiers de Braud-St-Louis et ailleurs, revêtent une signification importante : au bout de trois années de la politique d'austérité et de chômage de la bourgeoisie en place s'est conjugué avec la pression des appareils politiques et syndicaux de la gauche, pour bloquer toute riposte d'ampleur à la crise, ces travailleurs affirment nettement que la proximité immédiate d'un éventuel gouvernement de gauche ne leur offre pas de garantie suffisante, et qu'ils doivent compter, quels que soient les résultats du suffrage, sur leurs propres luttes, pour obtenir satisfaction de leurs revendications les plus urgentes.

Dans cette situation, l'intense campagne menée depuis des semaines par l'UOPDP constitue un acquis important : elle a permis un premier rassemblement de forces qui dans leur lutte contre le capitalisme s'opposent nettement aux projets de la gauche. Elle a permis de préparer l'avenir immédiat, de tisser des liens avec beaucoup de sections syndicales, courants écologistes, de groupes femmes, d'associations de quartier et d'autres organisations de masse, qui aspirent à développer leur autonomie face aux partis bourgeois.

Car il est significatif, qu'y compris au plan électoral, de nombreuses candidatures issues de ces courants, refusent de se désister pour la gauche. Le 4 mars, le mouvement des femmes organisait, sur ses propres mots d'ordre, une manifestation.

Les aspirations révolutionnaire qui se sont manifestées, avec la lutte des Lip et les grandes luttes de 1973, cette aspiration au socialisme, si nette, dans ces combats de classe, n'ont pas été étouffées.

Elles ont pu être contenues, avec le surgissement de la crise, par la politique d'intransigeance et d'austérité de la bourgeoisie, et par la pression très forte des partis de gauche qui entendaient qu'aucun mouvement d'ampleur ne compromette leurs chances électorales.

Mais cette période touche à sa fin. Qu'après mars 78 la droite maintenue cherche à imposer un nouveau plan Barre, ou que la gauche au gouvernement applique un plan Mitterrand ou un plan Marchais, de grands affrontements s'annoncent.

Alors, il faudra faire vite, il faudra que notre Union dont nous avons jeté les bases soit en mesure de constituer en un large front les mouvements des travailleurs, qui surgiront avec d'autant plus de force qu'ils ont été longtemps contenus.

Mulhouse LA MOBILISATION EST ENGAGÉE

Le meeting organisé par le comité de Mulhouse de l'UOPDP samedi 4 mars a été sans nul doute un succès.

Un succès de participation d'abord : alors que le PC comme le PS organisent réunions et meetings dans des salles presque vides, 70 personnes ont assisté à notre meeting du 4 mars.

Succès par l'intervention et témoignages ensuite. Les témoignages de François, paysan victime et en lutte contre la SAFER et d'un travailleur de la General Motors de Strasbourg ont démontré clairement la né-

cessité d'engager la lutte en comptant sur nos propres forces malgré la répression, les promesses de toutes sortes des partis bourgeois de droite et de gauche. La prise de parole d'un syndicaliste des PTT mit l'accent sur un aspect important : libérer les organisations syndicales de l'emprise des partis bourgeois de la gauche pour en faire des instruments de lutte au service de la classe ouvrière.

Le représentant de Radio Verte Fessenheim fit le bilan de la radio depuis sa création. Un bilan de lutte contre le monopole des ondes, pour une véri-

Rennes

UNE FORCE EN DEVELOPPEMENT

Voilà déjà plus d'un mois que le comité de Rennes UOPDP s'est mis en place. 7 équipes regroupant plus d'une dizaine de personnes en moyenne ont été mises sur pied pour intervenir à la fois sur un quartier de la ville et une partie de la campagne autour de Rennes. 3 commissions de propagande : technique, juridique et presse ont permis de traiter les problèmes d'ensemble sur les deux circonscriptions. Un collectif regroupant les candidats et 5 autres membres assure la direction du comité.

Enfin tous les 15 jours, une assemblée générale permet de faire le point.

L'activité des équipes a d'abord été aux nombreux collages et diffusions de tracts. Travail important et plus que nécessaire qui a permis à l'UOPDP de rivaliser sur les murs de la ville avec le PS, par exemple.

DES RÉUNIONS D'ÉQUIPES

Les réunions d'équipes ont été au départ souvent marquées par l'organisation de ces activités. Puis au fur et à mesure que le travail se développait, mais avec des inégalités inévitables, suivant les équipes, certaines faiblesses rencontrées au début commencent à être rectifiées.

Les réunions d'équipes consacrent maintenant une partie importante de leur temps à la discussion politique sur la base de l'appel du comité d'initiative nationale et surtout du travail déjà engagé. En même

temps qu'est diffusé largement l'Appel, un grand tract, élaboré à Rennes, est diffusé à 30 000 exemplaires. Ils reprennent les bases de l'appel et s'adaptent à la situation locale, une petite plaquette sur le badge de Citroën a été éditée.

L'intervention dans les réunions d'Hervé et Boucheron candidat PS dans les réunions du PCF, ou bien la tenue des réunions publiques de l'UOPDP ont permis de se rendre compte de l'existence réelle de ce courant.

«Ni droite, ni gauche». L'accueil est en général favorable quand les propositions de l'UOPDP s'appuient sur ce sujet de la politique bourgeoise que l'on rencontre chez les travailleurs, sur les sentiments très largement répandus que la droite on n'en veut plus mais que la gauche ne changera rien fondamentalement pour les travailleurs. Cela a permis aux équipes de réfléchir sur leur propre pratique.

DES CONTACTS AVEC DES ORGANISATIONS DE MASSES

Des contacts commencent aussi à être pris avec diverses organisations de masse : groupes femmes, comités de quartier, groupes écologistes (les Amis de la Terre qui à Rennes ont refusé de soutenir le Front autogestionnaire). Un objectif important de cette campagne électorale a été la préparation et la tenue du meeting régional. Un millier de personnes rassemblées salle de Lices,

à Rennes (trois formations seulement ont fait des meetings d'ampleur comparable : le PC avec Fiterman, le PS avec Rocard et l'UDB (Union démocratique bretonne). Un meeting populaire, vivant, concret, s'articulant aux luttes et à la situation locale. Une large majorité de l'assistance était composée de travailleurs inorganisés, intéressés par nos propositions sur la base de la propagande et du travail des équipes. Une frange de militants, de sympathisants du PS et du PCF étaient là qui voteront UOPDP au 1^{er} tour (même si au second tour, leur choix se porte encore sur la gauche). Le soutien financier important recueilli au cours de ce rassemblement est d'ailleurs un signe de plus de l'intérêt porté par les travailleurs aux perspectives développées par l'UOPDP.

À la suite de ce meeting se pose d'ailleurs de manière concrète le renforcement du comité. Déjà sur l'ensemble des équipes plusieurs succès ont été remportés. Ainsi une équipe de quartier qui au départ regroupait quelques travailleurs jusque-là inorganisés a vu son effectif presque doublé.

Cet exemple positif, le succès du meeting régional montrent que les conditions existent pour un renforcement significatif. Il nous faut maintenant le traduire dans la réalité de toutes les équipes. Le comité regroupe à cette date dans son ensemble environ 85 personnes.

DES POINTS POUR L'AVENIR

Un problème est aussi apparu au cours de cette campagne. Comment réussir à faire connaître notre position, comment mener une campagne qui permette en elle-même de tracer la démarcation entre les partis bourgeois. Plusieurs exemples positifs peuvent être signalés.

Tout d'abord un certain nombre de débats contradictoires. Dans l'un d'entre eux en particulier l'UOPDP a pu montrer qu'elle était la seule à dénoncer de manière efficace des partis de droite mais aussi les partis de gauche. Elle a pu montrer qu'elle est la seule à faire des propositions répondant aux aspirations des travailleurs et susceptible de les rassembler.

En témoignent les explications embarrassées des autres candidats «d'extrême gauche» réduit à un : «Je suis d'accord avec ce que vient de dire le candidat de l'UOPDP».

En témoignent encore les nazillons présents au soutien du RPR qui au départ voulaient casser de l'UOPDP et à la fin se faisaient du souci pour leur santé.

Assurément, au cours de cette soirée, l'UOPDP a marqué des points pour l'avenir.

DISCUSSIONS AVEC LES TRAVAILLEURS

D'autre part l'organisation des réunions publiques est assez vite apparue insuffisante. Aussi depuis quelques temps les candidats interviennent le plus possible sur les chantiers, les marchés, les cafés populaires où les discussions se mènent souvent plus directement, où il est possible de toucher les travailleurs là où ils sont. Le dégoût et le rejet de la campagne électorale des candidats bourgeois a en effet tendance à limiter l'importance des réunions publiques qui lorsqu'elles regroupent plus de 10 personnes sont un succès (les candidats bourgeois disent alors qu'ils font des réunions restreintes).

À ce stade du développement du comité local de l'UOPDP se pose le problème d'une intervention plus directe de l'UOPDP dans les luttes. C'est ce qui commence à se faire dans une équipe de quartier.

Dans ce quartier, les saisies et les expulsions gelées quelques temps par la mairie de gauche recommencent à saisir. On entend ainsi le président (de gauche) dire aux habitants du quartier venus lui demander des comptes sur une saisie et exiger l'arrêt des saisies et des expulsions : «Je veux bien faire le pas de voter à ce conseil d'administration contre le principe des saisies et des expulsions mais à vous de prendre vos responsabilités le 12 mars prochain».

C'est en s'articulant aux luttes que mènent les travailleurs, en les soutenant, en les développant, en traçant concrètement, y compris sur le terrain des revendications immédiates, la démarcation d'avec la droite et la gauche que l'UOPDP pourra se renforcer, pourra rassembler largement de nombreux travailleurs, pourra, dans les faits, développer l'autonomie du mouvement des travailleurs par rapport aux partis de droite et de gauche.

Villeurbanne

L'ESSOR D'UNE ACTIVITÉ SUR LE QUARTIER

Dès la parution de l'appel du comité d'initiative national, un comité local a été mis sur pied sur le quartier. Il compte maintenant une cinquantaine de membres. Face aux Henu, Bourdet, etc. l'UOPDP présente Camille Rey, ouvrière à la CGEE, militante syndicale, mère de deux enfants, et Philippe d'Hennezel, employé au chômage (licencié de France-Loisirs). Le comité regroupe des ouvriers syndicalistes à la CGT ou à la CFDT, des femmes, des jeunes très actifs, des immigrés, des employés des PTT, de l'hôpital, des grands magasins, des étudiants, des enseignants. Il compte quatre commissions : emploi, femmes, propagande, financière.

La Commission femme a élaboré un premier questionnaire pour faire du porte-à-porte et en particulier préciser les revendications nécessaires pour améliorer la condition des femmes du peuple à Villeurbanne. C'est sur cette base que pourra s'engager leur large regroupement pour l'après 78.

La commission Emploi a elle aussi commencé une enquête, elle risque d'avoir beaucoup de tâches si la désindustrialisation de Villeurbanne continue.

La commission Propagande est la plus importante dans la période, car son travail se situe sur le terrain, collages d'affiches, diffusions de tracts, interventions sur les marchés, sur les quartiers populaires, aux portes des usines, dans les meetings publics.

Enfin une commission financière qui a la charge importante de trouver des idées pour recueillir les fonds nécessaires à la campagne.

Face aux grands partis qui ne manquent pas de moyens, nous ne pouvons compter que sur le soutien des travailleurs. C'est par les collectes qui ont été organisées que nous avons rassemblé dès maintenant 500 000 F pour la candidature et la campagne. Voilà donc comment le comité UOPDP à Villeurbanne est organisé. Il se réunit régulièrement en assemblées générales au cours des-



quelles les questions importantes sont discutées. Par exemple, notre position au second tour a été l'objet de discussions animées sur les dangers de l'après mars 78. Discussion aboutissant à la conclusion suivante : pas de désistement au second tour, ni pour la droite, ni pour la

gauche. Aujourd'hui, nous continuons à avoir des discussions avec les travailleurs, notamment sur les marchés de Grand-Clément. Les discussions ont fait apparaître la grande confusion qui règne chez les militants de base des partis de gauche.

Saint Denis

La politique du PCF mise en accusation

● Une trentaine de personnes se rassemblait mardi soir, aux Francs-Moisins, à l'appel du comité UOPDP de Saint-Denis. Une réunion très instructive, parce que riche de témoignages vivants. Yves Chevet, candidat à Saint-Denis, exposait d'abord les positions de l'UOPDP : concentrer toutes les aspirations populaires pour en faire une force indépendante des partis bourgeois de droite comme de gauche.

Quand il commence à relater la grève des jardiniers à la mairie PCF de St Denis, quelqu'un l'interrompt : «Je suis moi-même jardinier à la mairie». Devant un auditoire très attentif, il explique alors toute l'histoire. Voici deux semaines, les employés communaux apprennent que 2 jardiniers, stagiaires, sont licenciés après un mauvais rapport de stage fait par leurs supérieurs. L'adjoint au maire, Audot, qu'ils sont venus trouver leur réponse : «Pas question de revenir sur la décision prise. Il ne faut pas dévaloriser le personnel communal». Une riposte à cette réponse de patron : la grève. Avec l'article paru dans Libération, la mairie crie au scandale politique : il ne fait pas bon dévoiler la grogne des employés communaux dans les municipalités du PCF. «C'est une machination contre nous», prétend ce dernier. «Toute cette affaire n'avait pas à apparaître dans la presse». Mais

si machination il y a bien eu, c'est contre les travailleurs ! En effet, les militants du PCF, délégués sur les lieux s'empressent de dénoncer la grève jugée «fratricide». Sachant que sur 1 800 employés communaux, le PC revendique 400 adhérents.

On réalise l'ampleur de la pression qu'ils ont pu faire subir sur les ouvriers municipaux pour les décourager. Berthelot, le maire y est allé de son petit couplet sur les jardiniers, traités de «résidus», «cas sociaux» et autre... Le parti de Marchais, dans cette affaire, a dévoilé son vrai visage. La mairie a une hiérarchie capitaliste. Elle appuie systématiquement ses cadres en cas de litiges. Avec les ouvriers municipaux le jardinier disait en conclusion : «Si jamais le PC arrive au pouvoir, il ne sera plus possible de contester, on l'a bien vu avec cette grève».

Les participants se retrouvaient d'accord pour que le comité UOPDP ap-

porte tout son soutien aux jardiniers municipaux licenciés. Là-dessus, l'employé communal interpellait un militant du PCF présent à la réunion sur le non-paiement des jours de grève.

Bien embarrassé, celui-ci ne trouvait à répondre que ce qu'il avait probablement entendu de la bouche du responsable du PCF : «Vous ne voudriez quand même pas qu'on paye des gens qui font la grève contre nous» !

LE PCF COMME LA SONACOTRA

La réunion s'orientait alors sur la question des travailleurs immigrés. L'un d'eux, résident du foyer de l'Yser, affirme : «Cette gauche qui se dit pour le soutien aux travailleurs immigrés est pourtant d'accord pour le maintien de ces baraques. Le PCF n'agit pas autrement que la Sonacotra».

La discussion tourne vite autour du quota maximum de la population immigrée que veut imposer le PCF à St Denis. Un membre du PC déclare : «Alors vous voulez concentrer tous les travailleurs immigrés dans un seul lieu, comme on a fait pour les juifs au Moyen-Age, comme on fait au-

jourd'hui pour les handicapés ?».

Un participant, handicapé lui-même répond : «Je peux te dire comment la bourgeoisie, y compris de gauche, traite les handicapés au prix de rabaissements psychologiques constants. Quand tu n'acceptes pas, on te dit va voir le psychiatre. Ça le PCF ne le remet pas en cause. Vous n'avez pas été capables de vous opposer à la loi d'orientation qui organise l'exploitation des handicapés».

Les accusations s'accumulent contre la mairie... donnant un avant-goût du projet de capitalisme d'Etat que veulent instaurer Marchais et ses amis. Un ouvrier de Caze-neuve est également intervenu faisant part de son expérience de l'attitude du PCF dans le syndicat lors de la lutte contre la fermeture.

Riche de tous ces témoignages, la réunion examinait ensuite les axes de travail proposés par les commissions «logement» et «travailleurs immigrés». Plusieurs contacts ont été pris. Les participants se donnaient rendez-vous samedi, à 14 h, cité floral, pour pouvoir se rendre ensuite à la journée portes ouvertes du foyer de l'Yser, le même jour.

Usine FAR Paris - Rhône

1^{er} regroupement de travailleurs pour la construction du Front

A partir de la publication de l'appel du Comité d'initiative national de l'UOPDP nous avons engagé la discussion avec les travailleurs. Sur cette base s'est tenue, une 1^{ère} réunion avec une dizaine d'ouvriers et d'ouvrières, militants actifs de la CGT et de la CFDT. L'unification s'est réalisée sur le contenu politique de l'appel et sur la nécessité de mettre en place une structure, un lieu de débat sur l'entreprise même.

Au cours de la 2^e réunion, un riche débat a eu lieu sur la politique du PCF, à partir de la pratique répressive de ce parti pendant la grande grève de 75 sur l'usine, de l'expérience du camarade ex-membre de ce parti et du problème de la délégation de pou-

A la dernière réunion que nous avons tenu, un tract sur la base de l'appel du Comité d'initiative national et des revendications propres à l'usine, a été rédigé pour appeler à une réunion à la sortie de l'usine. Nous avons également décidé de quatre grands thèmes de débat à partir des questions qui se posent le plus dans l'usine. La situation politique de l'après 78 et le rôle des Syndicats, la question des femmes, le problème du socialisme.

C'est un premier travail positif qui ouvre pour l'après 78 de larges perspectives et la mise en place d'une structure pour débattre de la situation politique et se battre pour nos revendications.

Vitrolles (Bouches du Rhône) PREMIERE REUNION PUBLIQUE

La première réunion publique du Comité de Vitrolles a eu lieu le mardi 28 février en présence de près de 30 personnes.

Après quelques courtes interventions représentant l'UOPDP, la situation de Vitrolles et les raisons de notre participation aux élections. Les deux candidats Richard Aguado et Jean-François Duverdiere ont animé le

débat et répondu à de nombreuses questions essentiellement sur notre position au 2^e tour, notre attitude vis-à-vis de l'Union de la gauche et la situation internationale. La discussion animée et passionnée s'est poursuivie assez tard dans la soirée et tous les participants se sont retirés très satisfaits. C'est donc un premier succès.

Lettre aux militants du PSU

Chers camarades,

J'ai lu avec intérêt l'appel aux militants du PSU paru dans la page de l'UOPDP ou samedi 4 mars.

Ayant été moi-même secrétaire de la fédération du Rhône du PSU de 1967 à 1970 et membre de la Direction Politique Nationale de 1969 à 1972, je m'associe pleinement à l'appel lancé par les camarades Guy Praxelle, Pierre Bauby, Bernard Frevaque, Pierre Boedart, etc...

Je m'adresse plus particulièrement aux générations de militants avec qui j'ai lutté à Lyon depuis plus de 20 ans : en 1956 contre le m illetisme et la répression, le colonialisme ; plus tard en faveur de l'indépendance de l'Algérie et contre les menaces et les attentats de l'OAS ; en 1967, nous subissons la violente répression policière dans la rue car nous étions alors les seuls à manifester en plein centre, notre solidarité avec le peuple vietnamien : les camarades se souviennent comment le 16 novembre alors que nous conduisions rue de la République des centaines de manifestants, nous avons été chargés et blessés, puis abandonnés sans soins plusieurs heures au commissariat. Mais c'était bientôt mai 68 et nous en avons des souvenirs communs, la trahison encore plus claire du PCF, la violence de la lutte de classe jusque et y compris à l'intérieur du PSU, la répression partagée en juin 1968.

Ensemble encore nous avons établi nos premiers contacts avec les marxistes-léninistes victimes de la répression : nous les retrouvons dans les Comités d'Action Populaire de la Croix Rousse, la Duchère et autres quartiers lyonnais.

Que tous les vieux camarades qui à un moment ou un autre se sont retrouvés au PSU réfléchissent au chemin parcouru. Nous avons lutté ensemble contre les menaces fascistes toujours renaissantes, contre l'impérialisme et ses valets socio-démocrates, contre les patrons et les institutions de la bourgeoisie, contre aussi l'électoralisme et le crétinisme parlementaire qui nous ont si souvent écœurés. L'édification de l'UOPDP doit nous permettre de nous retrouver côte à côte pour une tâche exaltante : mener l'action pour le socialisme en France, préparer le renversement de la bourgeoisie de droite ou de gauche.

Armand PERRET LIAUDET
ex-secrétaire fédéral du PSU du Rhône

Meeting de soutien à Joël Perret candidat de l'UOPDP contre Marchais

La voie de l'offensive

«Un vrai ouvrier
contre
un faux communiste»

Le meeting du 8 mars, à Cachan de l'UOPDP a revêtu une importance particulière : dans cette première circonscription du Val-de-Marne, banlieue populaire du Sud de Paris, où le PCF dispose de trois municipalités sur cinq, c'est Georges Marchais qui est le député sortant. «Un vrai ouvrier contre un faux communiste» : la candidature de Joël Perret, ouvrier, membre du Comité d'initiative national, a valeur d'exemple.

Max Cluzot, directeur de *Front Rouge* et J. Jurquet, directeur de *L'Humanité Rouge* étaient venus apporter leur soutien. La salle de la mairie de Cachan était comble. La bataille qui se mène ici s'appuie directement sur l'expérience des luttes : c'est ce qu'ont montré un camarade hospitalier, syndiqué CGT, tirant les leçons de la grève de l'hôpital psychiatrique de Villejuif ; et une camarade postière, également syndiquée CGT, qui a exposé les acquis du mouvement, au centre de tri de Créteil.

J. Jurquet, rappelant son passé de militant du PCF, stigmatisant la carrière de Marchais, a lancé un vibrant appel aux militants de base du PCF.

L'intervention centrale de Joël Perret a été particulièrement appréciée : implacable dans son réquisitoire contre cette société pourrie, ridiculisant avec beaucoup de mordant la faillite des partis de droite, il a ensuite, de façon très claire et vivante, mis à jour la véritable nature du PCF : sa lettre ouverte à Georges Marchais, percutante, où il lui demande un débat public, a été très vivement applaudie.

C'est Max Cluzot qui a conclu le meeting : analysant concrètement la situation politique, soulignant les acquis de l'UOPDP, il a suscité l'enthousiasme de la salle en traçant la perspective de l'après-mars 1978, le développement, à large échelle du front : «L'élan révolutionnaire de notre peuple a pu être contenu trois années durant, mais il n'a pas disparu ; ce que les travailleurs de Lip et les grévistes de 73 avaient commencé à faire naître, cette aspiration si forte au socialisme dans les combats de classe n'est pas étouffée, elle ne demande au contraire qu'à resurgir, avec d'autant plus de force qu'elle a été fortement contenue».

Procès contre André Druésne

C'est Fiszbin l'accusé

La XVII^e Chambre correctionnelle était saisie jeudi de la plainte en diffamation déposée par Fiszbin secrétaire de la fédération de Paris du PCF contre André Druésne candidat de l'UOPDP dans le XIX^e arrondissement.

Malgré les témoignages de la défense, l'avocat du PCF nie que Fiszbin ait participé à l'agression contre le meeting anti-impérialiste le 5 mai 1976 et même que le PCF ait eu quelque chose à voir dans l'interruption du meeting par un millier de personnes. Pour cela, sans rire, il fait témoigner un professeur d'allemand responsable fédéral du PCF qui se souvient avoir invité Fiszbin et sa femme à dîner ce jour là pour son anniversaire !

Autre argument, pas plus convaincant que le premier, l'avocat brandit une coupure du *Monde* daté du surlendemain qui affirme en substance : «Les maoïstes accusent le PCF d'avoir envahi un de leur meeting etc... par ailleurs un communiqué d'Occident revendique l'intervention». L'avocate de la Défense devait faire voler en éclats cette argumentation en montrant à son tour un communiqué du PCF paru dans *L'Humanité* le lendemain et affirmant qu'un millier de Parisiens avaient spontanément interrompu un meeting maoïste. Voilà un aveu de taille qui montre que le PCF, de toute évidence, avait bel et bien organisé l'agression contre ce meeting de soutien au peuple vietnamien. Enfin, l'avocate devait avouer ne pas comprendre pourquoi le PCF et Fiszbin ont attendu la veille du premier tour pour attaquer en justice ceux qui les accusent de cette action. Ces faits n'ont ils pas été rapportés à de multiples reprises dans journaux et brochures ? Si André Druésne devait être condamné, ce serait un déni de justice !

Meeting UOPDP à Nantes

SOUS LE SIGNE DE LA LUTTE

«Nous n'avons pas l'intention de faire un meeting électoral de plus. Nous voulons parler des luttes d'aujourd'hui et de demain, discuter de la situation politique qui nous attend.» D'entrée, le ton était donné au meeting, que le comité nantais de l'UOPDP organisait vendredi 3 mars dans le quartier de Rezé. Cent-cinquante personnes étaient venues. Des militants de l'UOPDP, bien sûr, mais aussi des syndicalistes curieux de voir à quoi «ressemble» cette organisation qui parle de luttes, de socialisme, qui crie bien haut sa défiance vis-à-vis des partis de gauche, et dont ils avaient entendu dire que ce n'était qu'un regroupement de militants maoïstes. La réunion, par la diversité et la richesse de ses interventions, leur a donné un bon début de réponse.

Jean Yves Dio ouvrait le meeting. Ouvrier licencié de Laving Glaces, où il avait joué un rôle important lors de la grève victorieuse de décembre, il avait adhéré à l'Union à la suite de cette lutte. Il décrit la grève, dont le retentissement fut grand dans la région nantaise, après l'échec de celle de Dubigeon, le rôle des femmes, l'unité avec les paysans venus vendre leur production à prix coûtant, l'apprentissage de la démocratie ouvrière, la démarcation entre amis et ennemis : «Nous avons vu à l'œuvre les partis de gauche : le PCF recouvrait nos affiches, envoyait les dockers contre le piquet de grève, le PS, dans la direction de la CFDT, critiquait nos formes d'organisation, dénonçait le comité de soutien auquel nous participions. Malgré eux,

nous avons gagné sur l'objectif de la lutte : la réintégration du délégué licencié. Mais nous avons gagné autre chose : relever la tête, ne plus accepter de se faire traiter comme des chiens. Quels que soient ceux qui gagnent les élections, il faut que les ouvriers s'organisent de façon autonome des partis de droite et de gauche».

Un agriculteur, de Paysans Travailleurs, lui succédait. Dans une salle composée principalement de citadins, son intervention consacrée à la lutte des petits et moyens paysans contre la firme agro-alimentaire Wessafic fut très écoutée. «Avec le Comité de liaison des éleveurs intégrés, nous avons constitué une force. La Wessafic réclamait un milliard à 250 éleveurs, qu'elle avait exploités par tous les moyens. Le président du

tribunal de commerce était en même temps administrateur de la Wessafic ! Et pourtant, on a gagné. Mais, après le 19, la Wessafic ne sera pas morte. Alors il faudra bien la finir. Je peux vous dire qu'on continuera à lutter». Il ne s'agissait déjà plus des élections, mais bien de ce qui se passera après. L'intervention d'un handicapé dépassait, elle aussi, le cadre des élections : «Nous ne voulons pas être les mendiants de cette société. Nous voulons vivre et travailler au pays !».

«Je ne vais pas vous décrire l'exploitation et l'oppression des femmes dans cette société» Danielle Cruze, militante du comité de l'UOPDP, connue pour sa participation active aux luttes des femmes à Nantes, devait pourtant le faire d'une façon particulièrement convaincante : en parlant des luttes des femmes. Celles des épouses des ouvriers de Tréfinétaux, qui avaient participé à la lutte en occupant les bureaux de la direction. Celle aussi des ouvrières de Laving Glaces «les femmes participaient à la direction de la grève. Les femmes ne sont pas des sous consciencées, des sous syndicalisées. Pour peu qu'on leur reconnaisse le droit à la lutte, elles y prennent toute leur part. Les conditions sociales et culturelles de

cette société tendent à nous faire consacrer le meilleur de notre énergie à la maternité. Nous voulons pouvoir être femme et mère, ce que nous refusons cette société». Après avoir rappelé quelles ont été les pratiques des partis de gauche vis-à-vis du mouvement des femmes, Danielle concluait : «Pas de socialisme sans libération des femmes, pas de libération totale des femmes sans socialisme».

Marie Nicole, militante du comité de défense du Pellerin et de Cheix en Retz, où l'EDF projette de construire une centrale nucléaire, était venue avec un montage vidéo très vivant fait au moment de la mascarade d'enquête d'utilité publique, en juillet dernier. Les paysans s'y étaient durement affrontés aux CRS venus «protéger» les registres d'enquête. «Nous avons décidé de présenter un candidat, parce que nous n'avons pas confiance en la gauche. Les nouvelles mairies du PS ont accepté l'enquête contre la lutte des paysans. Une délégation du Congrès du PS est même venue signer un registre». L'UOPDP apporte son soutien à cette candidature.

Michel Kervarec et Dominique Jaunas, tous deux candidats de l'UOPDP exposaient alors la ligne d'ensemble de l'Union. Les élections ne sont qu'un épisode sur lequel il ne faut pas se faire d'illusions comme le montraient enfin sur les planches de la scène la troupe de théâtre Jean Rigolet.

«Votre meeting m'a fait remonter de vieux souvenirs, de très vieux souvenirs du temps où mon ancien parti tenait un langage de lutte. Il ne faut pas se faire avoir une nouvelle fois», disait à la sortie un ouvrier de 55 ans, délégué CGT de l'entreprise à laquelle Poperen, dirigeant du PCF, est soi-disant membre.



Martigues - Port de Bouc

«UNE ECOLE POUR NOS ENFANTS»

Le texte dont nous donnons de courts extraits a été réalisé par la commission École du comité de Martigues-Port de Bouc à partir de discussions avec des femmes de quartiers populaires.

Il a été diffusé de la main à la main et une douzaine de femmes ont déjà participé à des réunions où nous en avons discuté. Avec ces femmes, la commission met sur pied des premières revendications qui découlent de cette vision de l'école et recueille des témoignages d'adolescents qui disent comment ils voient leur école et ce qu'ils voudraient.

L'école d'aujourd'hui, c'est l'école de ceux qui nous dominent ! Voilà pourquoi nos gosses s'en foutent de l'école et même on envie qu'elle s'écroule ! Avant nos gosses on les appelait tout simplement des cancre. Maintenant on est plus délicat pour être plus convaincant : ils sont caractériels, dislexiques, bref des malades ! «Eh oui,

vous comprenez madame, quand on voit la famille, alors l'école n'y peut vraiment rien.»

Assise à ma table, je me redis, non, on ne leur parle pas d'eux et on leur parle autrement que chez eux. Ce n'est pas leur affaire, ce n'est pas notre affaire. S'ils doivent y aller, c'est pour apprendre qu'étant des minables aujourd'hui,

ils seront des ouvriers ou des chômeurs demain. C'est pour les convaincre que c'est normal qu'au bout du compte 8 enfants sur 10 doivent travailler de leurs mains pour engraisser les 2 autres. C'est pour les persuader qu'ils ne savent rien et qu'ils devront donc accepter d'obéir à ceux qui savent, soi-disant parce que c'est normal, parce que c'est l'ordre des choses, NON, parce que c'est l'ordre bourgeois !

ALORS, QUE FAIRE ?

Chaque jour qui passe me convainc un peu plus que le choix n'est pas entre se soumettre à l'école actuelle ou s'en remettre à ceux qui nous proposent de gérer un peu mieux cette même école.

Ce n'est pas possible de penser : «Une autre école ce serait formidable» et puis d'en rester là. Nous voyons bien que cette autre école ne sera vraiment différente que si c'est nous qui la dirigeons. Alors, si aujourd'hui on ne peut pas diriger l'école, on peut quand même diriger nos luttes dans ce domaine comme dans les autres. (...)

C'est dans le débat avec les familles populaires et les jeunes aussi, que nous verrons ensemble les questions les plus urgentes.

Texte proposé par
la commission «école»
du Comité locale
de Martigues
de l'UOPDP

12 mars En lisant leurs programmes :

LE RPR : REGROUPER CE QU'IL Y A DE PLUS REACTIONNAIRE

« Ancien premier ministre, Chirac n'hésite pas aujourd'hui, dans sa propagande, à s'en prendre aux résultats de sa propre gestion, comme le développement massif du chômage. Mais, dans le même moment où il prétend avoir une politique de l'emploi ou développer la « participation », ses propos comme ses actes révèlent le racisme et l'idéologie la plus réactionnaire, la tentative pour mobiliser derrière lui tout ce qu'il y a en France de plus réactionnaire.

Au delà de ses déclarations démagogiques, au delà de ses efforts pour masquer le caractère fascisant de son parti, Chirac cherche à rassembler autour de lui en réalité des nostalgiques du passé, inquiets des effets de la crise qui les menace, partisans de la manière forte et largement recrutés dans les couches moyennes de la bourgeoisie. Il ne manque pas, dans chacun de ses discours, de les flatter : « Les travailleurs indépendants, notamment ceux de l'agriculture, du commerce et de l'artisanat, ont une

fonction économique et sociale essentielle et respectable. » C'est bien à ceux-là qu'il s'adresse quand il dit : « La liberté, c'est au premier chef un État capable de faire respecter la cohésion de la nation et de garantir à chaque citoyen la nécessité de sa personne et de ses biens. »

Et Chirac ne s'embarasse pas de subtilités ! Il refuse pour le RPR un corps de doctrine, un ensemble de propositions cohérentes. Il y substitue quelques idées simples, simplistes qu'il appelle des

objectifs.

Il brandit la menace de collectivisme représentée par les partis de gauche ; il brandit la menace de l'anarchie, du désordre. Il entretient et renforce les tendances racistes de ceux qu'il veut regrouper, désignant les travailleurs immigrés sur-exploités dans notre pays, comme les responsables du chômage. Face à ces dangers, à ces périls, qu'il agit comme des épouvantails, il appelle au renforcement de l'autorité de l'État, à la lutte contre « tout abandon et toute faiblesse », désignant par les deux dernières expressions, la politique giscardienne. Il n'hésite pas à utiliser des formules floues, creuses, vides, destinées à rameuter ses troupes, il les appelle à se « rassembler pour défendre les valeurs essentielles auxquelles ils croient pour pro-

voquer le sursaut salutaire de la nation. » Mais si un certain nombre d'éléments des couches moyennes sont sensibles à ces thèmes, forment des auditoires hystériques de Chirac, c'est bien parce que la crise qui atteint ou menace ces gens-là, les rend disponibles pour l'aventure, pour l'action brutale contre ce qui leur semble menacer leurs intérêts et leur situation. Ce qui est alors proposé, et qui ne peut que soulever l'adhésion de nombreux éléments de ces couches qui se sentent menacées par la logique capitaliste elle-même, c'est le retour au passé, le retour à la « liberté d'entreprendre, de sorte que celui qui veut créer et développer une unité économique à l'échelle humaine ne se heurte pas à des obstacles infranchissables. »

Mais bien entendu, pour

Chirac, le péril le plus grave contre lequel il tente aujourd'hui de faire sa machine de guerre, c'est bien le péril qui vient de la lutte de classe, de la volonté grandissante de la classe ouvrière de refuser de payer la crise et plus profondément d'en finir avec cette société.

UN RECOURS POUR LA BOURGEOISIE

Quand Chirac décide en décembre 1976, de mettre en place le RPR, la faiblesse de l'impérialisme français se reflète avec netteté dans l'incapacité de définir une politique économique à moyen terme. Dans les mois qui ont suivi, il apparaît avec netteté que Giscard est incapable de définir un projet politique qui ne soit pas une succession de mesures ponctuelles, prises à la hâte et parfois contredites, sans véritable cohérence. C'est bien cette faiblesse du giscardisme qui conduit progressivement Chirac à prendre ses distances et à s'efforcer de marquer la spécificité du RPR.

Bien entendu, comme il l'indique lui-même, les différents clans de la majorité sont d'accord sur l'essentiel mais ils ne peuvent malgré tout masquer les divisions qui les touchent. Divisions directement liées au fait qu'aucun d'entre eux aujourd'hui n'est en mesure de proposer un plan d'ensemble cohérent, capable de susciter un minimum d'adhésion populaire et d'assurer l'unité

des différents partis bourgeois de droite.

C'est bien de la faiblesse relative de son pouvoir, que résulte pour la bourgeoisie les différents entre ses partis.

La perspective des élections de 78, qui ouvrent la possibilité d'une victoire de la gauche, n'a fait qu'aviver ces contradictions. A Giscard, qui spéculait sur la dissociation des partis de gauche, et qui ne manquera pas d'utiliser les prérogatives de son statut présidentiel pour essayer d'écartier le PCF, Chirac oppose la nécessité de lutter contre la gauche dans son ensemble. Il veut apparaître comme l'alternative de droite contre l'Union de la gauche, alternative musclée, autoritaire et particulièrement conservatrice. Nul doute qu'en cas de victoire de la gauche aux législatives, avec une participation du PCF au gouvernement, le parti de Chirac ne développe son activité réactionnaire. Sa logique le conduira alors notamment à tenter de s'opposer brutalement au mouvement de masse et il n'hésitera pas, le cas échéant, à mettre en œuvre coups de main, agressions, contre les travailleurs, dans la sinistre tradition du S.O. des RPF, des SAC ou des CDR.

Dans le même temps, il ne manquera de se présenter comme le recours, face à un pouvoir empêtré dans ses propres contradictions, et confronté à un mécontentement et une combativité grandissante des travailleurs.

Du RPF au SAC : une troublante continuité

Ce n'est pas un hasard si Chirac intitule « rassemblement » le parti qu'il prétend renforcer. En 1947 déjà, De Gaulle procédait à la mise en place, à Strasbourg du « Rassemblement du Peuple Français ». Il s'agissait alors, sur la base « d'objectifs » et non d'un programme précis, de regrouper les tenants d'un anti-communisme viscéral, opposé à toute manifestation de la lutte de classe, notamment à toute lutte résolue de la classe ouvrière. De Gaulle prétendait alors mettre fin à l'antagonisme entre les classes, en unissant tous les « bons Français », tous les « vrais Français », les partisans de l'ordre, de l'autorité de l'État. Pour De Gaulle, mettre fin à l'antagonisme des classes, cela signifiait deux choses : et tenter de dupier la classe ouvrière par la participation, par l'association entre actionnaires, cadres et travailleurs réunis par un intérêt commun ! et s'opposer par la force brutale aux luttes de la classe ouvrière. Au delà de la diversité des formations politiques qui se sont succédées, et qui ont incarné ce qu'on a appelé le gaullisme, une continuité profonde s'est révélée sur ces plans : un anti-communisme primaire, et l'organisation de services d'ordre spécialisés dans les coups de mains et les agressions contre les ouvriers combattifs et révolutionnaires.

Aujourd'hui dans les réunions publiques, Chirac s'entoure d'agents musclés des « Services d'Action Civique » prêts à répondre à des arguments de contestation par des coups de poing, agents dignes continuateurs des « Comités de Défense de la République » qui, au lendemain de mai 1968, se préparaient à parquer dans des stades tous ceux qui avaient alors participé activement au mouvement de Mai. Et les beuglements de satisfaction exprimés par les participants à la réunion de décembre 1976, lors de la constitution du « Rassemblement pour la République » à l'annonce de l'intervention de la police contre les travailleurs du Parisien libéré qui occupaient leur entreprise, montrent avec netteté ce qu'il en est des intentions de ce parti.

Pourtant la référence chiraquienne au gaullisme du RPF ou au gaullisme des années 60 connaît des limites, notamment en ceci que la situation de l'impérialisme français s'est depuis lors assez profondément dégradée. De Gaulle, disposant d'un certain prestige lié à son rôle dans la Résistance, parvenait à élaborer un projet, mettant en avant la prétention de la France à tenir tête aux aux pressions de l'impérialisme américain ; il pouvait ainsi, provisoirement, rétablir une certaine stabilité politique.

Si l'anticommunisme et la démagogie sont aujourd'hui les deux fleurons du RPR, comme hier ceux du RPF, ce n'est pas du côté de la cohérence du projet qu'on peut trouver la ressemblance : en ce sens, la référence au gaullisme est largement formelle chez Chirac.

L'image d'un « chef ».



CHIRAC ET LE POUVOIR

Chirac en appelle souvent, dans ses discours, à l'autorité. Il se déclare porteur d'une autorité qui ne viendrait pas de lui, mais de « l'instinct national ». Il se prétend même, fait plus inquiétant, porteur d'une légitimité qui dépasse la légalité. A la radio, il déclarait le 23 janvier 1977 : « Je considère qu'il n'est pas possible pour des hommes politiques d'assurer une responsabilité ou de gérer s'ils ne sont pas vraiment légitimes. Pour moi, la légitimité dépasse même la légalité. »

Mais de quelle légitimité parle donc Chirac ? Celle sans doute que lui accordent des auditoires souvent hystériques, favorables à un retour au passé, en partisans for-

cenés de l'ordre. Bien sûr, Chirac ne manque pas d'affirmer sa fidélité aux institutions politiques telles qu'elles se présentent aujourd'hui, avec la suprématie de l'exécutif. Pourtant, ce qu'il déclarait le 23 novembre 1971 à la radio éclaire sans doute assez bien la possibilité qu'il se réserve de prendre quelque liberté avec les règles bourgeoises actuelles du fonctionnement des institutions politiques ; il disait alors : « Je crois que la complexité croissante de la technique, de la technologie, l'évolution très importante des modes d'information, et des moyens audiovisuels en particulier, nous conduisent à rechercher impérative-

ment une beaucoup plus grande participation des hommes, et à éliminer tout écran entre eux et leurs dirigeants, qui sont de plus en plus indispensables en raison même de cette évolution technique et de cette évolution des moyens d'information, pour ne pas tomber dans l'anarchie. C'est un problème qui suppose une réforme des structures politiques et qui permet de se poser la question de savoir si le régime parlementaire n'appartient pas au passé. Il y a une ambiguïté fondamentale du régime au sens le plus large du terme. » Chirac s'est bien gardé de préciser par la suite ce qu'il entendait exactement par des méthodes de

pouvoir nouvelles, opposées à celles, anciennes, de parlementarisme et de la démocratie bourgeoise et pour quelles raisons réelles pouvait être nécessaire un maintien du pouvoir bourgeois. Mais sa manière de procéder aujourd'hui, son style, ses appels réitérés à un renforcement de l'autorité de l'État pour la protection des possédants révèlent assez bien ses positions. Au delà des thèmes éculés de la participation et du rang de la France, Chirac n'hésiterait pas en réalité à mettre en cause la liberté politique arrachée par les luttes de la classe ouvrière et qui constituent une arme contre la suprématie du pouvoir bourgeois.

Les grévistes des Caisses d'Allocations Familiales

«Pas question d'une trêve pendant les scrutins»

Jeudi matin, les grévistes de la CAF tenaient une conférence de presse. Ils ont réaffirmé que la lutte continuait, malgré les tentatives de division de la direction, qui proposait d'accorder quelques revendications à une partie seulement des grévistes. Ils veulent toutes leurs revendications, pour tous le personnel concerné ! A un journaliste qui leur demandait pourquoi ne pas arrêter pour l'instant, et voir, au lendemain du second tour, selon les résultats des élections, les grévistes présents, unanimes, ont expliqué qu'il n'en est pas question, que leur lutte et la satisfaction de leurs revendications n'étaient pas liées au résultat des élections. Pour eux, quel que soit la composition du gouvernement, ces revendications pour lesquelles ils se battent, il faudra aller les arracher. Donc, pas question de subordonner la lutte au 12 ou au 19 mars !

L'affaire Bourenni

LA MOBILISATION EMPÊCHE LE PIRE !

Le racisme exacerbé, maintes fois manifesté par les brutalités policières, s'est à nouveau illustré.

En France depuis juillet 76, pour subir des soins, dans le cadre de la «Convention Générale» entre la France et l'Algérie en matière de Santé, Bourenni, qui souffre d'insuffisance rénale chronique, s'était vu expliquer par la Préfecture de Police que ses documents médicaux tenaient lieu de permis de séjour. Les flics qui le contrôleront à la station de métro de Châtelet, lors d'une vérification d'identité (qui sont quotidiennes) ne voudront rien savoir. Tandis qu'ils relâchent le compatriote qui accompagnait Bourenni, il est ordonné à celui-ci de les suivre. Le périple commence, et c'est sans ménagement qu'il est conduit au commissariat et soumis à une fouille systématique. Pourtant les explications de Bourenni (il parle bien le Français) et les certificats médicaux sont clairs. Sur ceux-ci en gros caractères imprimés, on y lit : «Porteur d'une fistule artério-veineuse à respecter. (Grefte de carotide de bœuf) à gauche. «Ni prise de tension. Ni ponction. Taux d'hématocrite (globules rouges) habituel : 20 %». Bourenni demande à ce que les flics s'assurent de son identité en téléphonant au Centre de Post-cure de Quatrefanges (où il loge habituellement), et à l'hôpital Broussais, où il subit tous les deux jours une dialyse (épuration du sang). Rien n'y fera. Les flics continuent leurs brutalités, le fouillant, l'injuriant, l'interrogeant, le frappant, tout ceci à plusieurs reprises. Le trimbalant entre diffé-



rents commissariats, la Préfecture et le «Dépôt». C'est là qu'il devra passer la nuit, à même le sol, avec pour tout repas un bout de pain rassis et un morceau de fromage, alors qu'il est astreint à un régime alimentaire sévère. Le lendemain, à 7 heures nouvel interrogatoire, prise d'empreintes, photographies anthropométriques. Alors que sa dialyse doit avoir lieu à 7 heures à l'hôpital Broussais, vers 10 h 30 retour à la Préfecture de Police, attente.

Les malades du centre de Quatrefanges et le personnel médical de ce centre ainsi que ceux de

Conseil des ministres

● Renforcement du quadrillage policier

● Le PCF trouve les mesures «dérisoires» !

● Plus de flics est-ce encore assez ? Mais si c'est plus est-ce vraiment mieux ? Le débat sur la sécurité vient raviver la polémique entre les champions de l'ordre. Une polémique qui pourrait prêter à sourire ou à sarcasmes s'il ne s'agissait d'un enjeu aussi inquiétant que le renforcement de la répression dans notre pays. 10 000 nouveaux postes de policiers et de gendarmes seront créés dans les cinq années à venir a décidé le conseil des ministres de mercredi. 700 emplois nouveaux sont créés immédiatement dans la police et la gendarmerie en région parisienne, à Paris, Lyon, Marseille et Strasbourg. Les lieux d'implantation policière (commissariats) seront multipliés pour suivre le développement des agglomérations. Enfin les

DES MESURES NON NÉGLIGEABLES

L'augmentation de 10 000 unités représente un accroissement important des forces de l'ordre.

Non point par rapport à l'effectif de police actuel ; on compte aujourd'hui 108 000 policiers dont 81 000 fonctionnaires en tenue (gardiens de la paix et 15 000 CRS) 10 000 en

patrouilles spécialisées comme celles qui ont opéré pour Maupetit et Empain seront multipliées et renforcées. Un effort particulier de quadrillage sera effectué en direction des villes-cibles désignées par le rapport de la commission Peyrefitte sur la violence : villes de banlieues, ZUP et certaines grandes villes. Enfin les fonctionnaires de police seraient dégagés au maximum des tâches administratives de façon à pouvoir libérer toute leur énergie pour assurer «la sécurité des Français». Cela c'est pour les demandes exprimées par la population et les notables : les municipalités veulent plus de sécurité, certaines même finiront par engager des milices privées si rien n'est fait, tel sondage réalisé pour la circonstance va dans le même sens, etc...

civil (PJ, RG et DST) et 7 000 administratifs. A quoi il faut ajouter 76 000 gendarmes. Mais parce que ces nouveaux effectifs viennent compléter un dispositif qui avait été déjà considérablement renforcé après mai 68 à la fois numériquement et qualitativement (entraînement à la répression des manifestations, des grèves, etc.). Cet effort de «spécialisation» va par ces apports nouveaux, pouvoir s'effectuer plus rapidement, grâce à l'embauche d'administratifs et à la concentration des nouveaux effectifs dans les zones «grises» de la violence. En clair, les grandes agglomérations ouvrières du pays, les régions où agissent des organisations autonomistes... Ces mesures, bien qu'échelonnées, sont loin d'être négligeables comme on le constate.

LE PCF CHAMPION DE L'ORDRE

Tel n'est pas pourtant l'avis des champions de l'ordre du parti de Marchais. Furieux d'être quelque peu «doublés» sur leur propre terrain à quelques jours des élections, ils n'ont pu contenir leurs véritables sentiments, exprimés sans détours, par Pourteau, un habitué des colonnes de l'Humanité. Sous le titre «Sécurité : on cause» il laisse aller sa verve policière : «Il n'y a rien dans les mesures dérisoires annoncées qui permette d'affirmer qu'on est solidement armé, désormais pour s'attaquer aux racines du mal». Pourteau ne manque guère de ce culot mensonger qui est une caractéristique du langage de son parti : il ne parle plus de la proposition du PCF de «mettre sur pied dans le pays des clubs de prévention» pour associer les citoyens à la lutte pour la sécurité, ni de renforcer «des ilotiers qui peuvent connaître parfaitement les immeubles, les rues, les habitudes de chacun», propositions exprimées notamment dans une lettre du maire de Villejuif, à ses administrés début mars ! Pourteau écrit : «Faut-il attendre, de la mise en place de comités départementaux contre la violence, la fin des rapt, hold-up...» pour qualifier cette proposition

de Bonnet de «piètre opération électorale». Ce qui irrite tant le PCF, ce ne sont point tant ces comités mais leur organisation à l'échelon départemental, c'est-à-dire sous l'autorité du préfet et non des élus locaux dans chaque mairie comme le propose le PCF. Ce qui irrite le PCF c'est bien de ne pouvoir assurer et contrôler lui-même les tâches de répression policière.

LA VIOLENCE CONTRE LA VIOLENCE

L'Humanité pose ensuite la question : «A quoi a servi le quadrillage policier qui a suivi l'enlèvement du baron Empain ?» avant de déplorer que le baron soit «toujours dans la nature» ! Pourteau conclut : «... Le pouvoir est incapable d'assurer la sécurité des citoyens, parce qu'il est lui-même l'émanation d'une société qui a besoin de la violence pour survivre». Pourteau en dit trop ou trop peu ! Car que propose d'autre le PCF s'il prend un jour la place de ce pouvoir, sinon un renforcement de la «sécurité», de la répression, de la «violence» par la violence ? Comment en serait-il autrement du reste alors que le système d'exploitation serait maintenu, que tout le pouvoir serait détenu par les hommes de ce parti, à tous les échelons, et ce, sans contestation possible ; et tout cela derrière le masque de «pouvoir démocratique des travailleurs» et en abattant une véritable chape de plomb sur les libertés au nom de la lutte «efficace» contre la violence !

Un simple rapprochement permet enfin de mieux mesurer la duplicité sournoise et lourde de menaces de ce parti : contesté dans son meeting sur la «sécurité» à Vitry, le PCF expliquait alors qu'il n'était pas pour l'augmentation des effectifs de police, mais pour leur «meilleure utilisation». Aujourd'hui il qualifie ce renfort de 10 000 hommes de mesure «piètre» et «dérisoire», de «mini arsenal de palliatifs» ! Il est vrai que le faux parti communiste de Marchais n'est plus à un mensonge près...

Pierre CHATEL

Pierre PUJOL

PROGRAMME TÉLÉ Vendredi 10 mars

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale
20 h 55 - Au théâtre ce soir : le diable à quatre
22 h 45 - Patinage artistique :
23 h 15 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale
20 h 55 - Un ours pas comme les autres, feuilleton
21 h 55 - Apostrophes : Vivre et mourir au Moyen Age
23 h 05 - Journal
23 h 10 - Tête d'Horloge

FR 3

19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 35 - Campagne électorale
20 h 55 - La qualité de l'avenir
21 h 55 - Du tourisme au pèlerinage
22 h 45 - Journal et fin

Samedi 11 mars

TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine Auto-Moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 30 - Numéro un
21 h 30 - Serpico
22 h 25 - Télé-foot 1
23 h 25 - Journal et fin

A 2

17 h 10 - Des animaux et des hommes
18 h 00 - course autour du monde
18 h 55 - 19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les 6 jours d'Antenne 2
20 h 35 - Madame le Juge
22 h 10 - Questions sans visage
23 h 00 - Show Norman Wisdom
23 h 35 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Ballets de l'opéra de Marseille
21 h 35 - Court métrage français
22 h 05 - Journal et fin

L'Atelier Populaire de Chanson présente son disque

L'Atelier Populaire de Chanson présente son disque qui est un bilan de deux années de pratique. Son contenu est particulièrement d'actualité en cette période électorale.

Composé de travailleurs extérieurs au monde du spectacle, l'Atelier veut renouer avec la chanson populaire, en réaction contre l'image que l'on veut en donner aujourd'hui. Il cherche à réactualiser des chansons nouvelles qui reflètent la vie populaire aujourd'hui du point de vue des travailleurs en lutte. Il interprète aussi des chansons de compositeurs d'aujourd'hui qui lui paraissent aller dans le même sens que certaines chansons de Gilles Servat par exemple.

L'Atelier a beaucoup appris en se produisant pour soutenir certaines grèves (Réo de Fougères, Bourgogne Electronique à Dijon, la Sécurité Sociale à St-Denis, les postiers du centre de tri de Créteil, les travailleurs immigrés à Lille et à Saint Denis, etc.), et certains meetings politiques.

D'autre part, plusieurs séjours dans les monts d'Arrée en Bretagne nous ont permis d'apprendre auprès des chanteurs populaires. En effet, dans cette région, la musique est le prolongement des traditions (travail, amour, vie quotidienne) et devient de plus en plus un instrument pour la lutte (chansons contre l'exode, sur les conflits, sur l'identité bretonne, la répression...). La suite de gavotte des montagnes du disque est notre contribution à ce mouvement.

Un autre aspect impor-



tant de la musique populaire en France aujourd'hui est l'apport des cultures des travailleurs immigrés : Afrique, Péninsule Ibérique, Orient, etc. «Terre d'Asil», «Sahraoui» et «Abrisme-Galancia» en témoignent...

De la Commune de Paris aux grèves de l'après 68, de la chanson paysanne à la valse musette des villes, l'Atelier chante aussi : «La crise», «La valse de Darboy», «La chanson du chômage», «Joli Mai» et «Elle n'est pas morte».

Ce disque est un bilan : quels sont nos projets aujourd'hui ? Nous veillerons à ce que notre travail, avant tout collectif, permette également une expression individuelle, ce qui ne peut que nous enrichir.

Nous voulons intégrer de nouvelles formes musicales ; deux de nos nouvelles chansons le montrent : «ANPE Blues» et «Balistique» sur la répression anti-jeunes. Nous avons aussi traduit une chanson du film «Harlan County USA» sur une grève des mineurs en

1974. Nous commençons à reprendre des chansons du monde entier qui racontent des luttes contre l'impérialisme ou des grandes luttes ouvrières ou paysannes.

L'Atelier n'est pas un groupe «style professionnel», un «produit fini», textes, chansons, participations instrumentales ou vocales sont les bienvenues : pour tous contacts : Michèle Vasselin, 51, rue Sadi Carnot, Aubervilliers. 93 300.

L'Atelier Populaire de Chansons

Et l'acier fut trempé

A la suite d'une trahison les trains et la ville sont sans combustible. Pour s'en sortir, il est décidé par le comité provincial de poser en trois mois une voie de chemin de fer qui reliera la gare au chantier de coupe du bois.

Dans la baraque, après une brève allocution d'Akim, Joukhraï prit la parole. Il parla de la nécessité de respecter le délai du 1^{er} janvier. Un entretien amical s'engagea et dura une heure sans que personne s'en aperçoive.

... Nous introduisons dans le chantier une discipline militaire. Les communistes constitueront une compagnie du Service spécial, sous le commandement du camarade Doubava. Chacun des six groupes de bâtisseurs reçoit une mission précise. Les travaux restant à exécuter sont divisés en six parties égales, réparties entre les groupes. Tout doit être terminé pour le 1^{er} janvier. Le groupe qui aura terminé sa tâche avant cette date aura le droit de prendre du repos et de regagner la ville. En outre, le présidium du comité exécutif provincial interviendra auprès du Comité central exécutif de l'Ukraine pour que le meilleur ouvrier de ce groupe soit décoré de l'ordre du Drapeau Rouge.

Voici les chefs de groupe tels qu'ils ont été désignés, dans l'ordre numérique des groupes eux-mêmes : les camarades Pankratov, Doubava, Khomoutov, Lagoutine, Kortchaguine, Okounev.

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

— Et enfin le chef de tout le chantier, termina Joukhraï, son dirigeant idéologique et son organisateur, sera comme par le passé Antone Nikiforovitch Tokarev.

Les mains jaillirent comme un vol d'oiseaux dans une rafale d'applaudissements, les visages sévères s'épanouirent dans un sourire, et la dernière phrase plaisamment amicale de cet homme sérieux et grave détendit l'atmosphère d'attention soutenue en déclenchant un éclat de rire.

Une vingtaine de personnes accompagnèrent Akim et Joukhraï jusqu'à la draisine.

Prenant congé de Kortchaguine et regardant son caoutchouc couvert de neige, Fédor dit à mi-voix :

— Je t'enverrai des bottes. Tu n'as pas eu les pieds gelés ?

— On le dirait, ils commencent à enfler, répondit Pavel, et, se souvenant d'une demande déjà ancienne, il prit le matelot par la manche : Tu n'aurais pas quelques cartouches pour mon revolver ? Je n'en ai que trois de sûres.

Joukhraï secoua la tête avec une expression de regret mais, voyant la déception de Pavel, il se débarrassa de son mauser et le lui tendit.

— Tiens, je t'en fais cadeau.

Pavel n'osa pas croire tout de suite qu'on lui donnait ce qu'il convoitait depuis si longtemps, mais Joukhraï lui passa la courroie sur l'épaule :

— Prends-le donc ! Je sais bien que tu le couves des yeux depuis une éternité. Mais attention à ne pas descendre les copains. Tiens, voilà encore trois chargeurs pleins qui vont avec.

Des regards exprimant ouvertement l'envie convergèrent vers Pavel. Quelqu'un cria :

— Payka, je te l'échange contre des bottes neuves et une pelisse en supplément.

Pankratov lui allongea une bourrade espiègle :

— Echange-le contre des bottes de feutre, ballot que tu es. De toutes façons, ton caoutchouc ne tiendra jamais jusqu'à la Noël.

De bon matin, le train blindé s'approcha de la gare, cognant sourdement aux aiguillages. Blanche comme du duvet de cygne, la vapeur libérée fusait en panache et s'évanouissait aussitôt dans l'air pur et glacé. Des hommes vêtus de cuir sortirent des wagons blindés. Quelques heures plus tard, trois sapeurs du train avaient enfoui au cœur de la colline deux énormes cartouches d'explosif. Ils y fixèrent deux longs fils et tirèrent des coups de feu d'alerte. Les gens s'enfuirent en tous sens du versant désormais mortellement dangereux. Une allumette approchée de l'extrémité de chacun des fils produisit une lueur vive et soudaine.

Des centaines de cœurs se serrèrent. Une ou deux minutes d'attente pénible... et la terre trembla, une force terrifiante arracha le sommet de la colline, projetant vers le ciel d'énormes blocs de terre. La seconde explosion fut encore plus puissante que la première. Un grondement effrayant roula dans la forêt et l'emplit de sons chaotiques.

A SUIVRE

GENEVE
BELGRADE

le
refroidissement
entre
les
super-puissances

Le délégué soviétique à la Conférence de Genève sur le désarmement, vient de réclamer l'interdiction de la bombe américaine à neutrons. Les Américains ont rétorqué en mettant en avant le fait que «la panoplie soviétique dispose d'armes tout aussi dangereuses». Ce qui est surtout à retenir de cet épisode c'est que c'est la première fois, semble-t-il, depuis les débuts de cette conférence, que l'URSS et les Etats-Unis, qui en sont co-présidents, s'affrontent ainsi ouvertement, alors que jusqu'à présent, ils avaient pris soin de s'entendre préalablement aux délibérations qui ont un caractère très officiel, sur diverses questions telles que la mise au point du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Ce «refroidissement» des relations entre les deux super-puissances a été confirmé par le déroulement de la séance de clôture de la conférence de Belgrade. Le délégué soviétique, caractérisant le problème des droits de l'homme dans les pays de l'Est, comme préparatifs de guerre soviétiques, a accusé les pays occidentaux d'«engager l'Europe dans une nouvelle phase, plus dangereuse, de la course aux armements». Tout ceci n'a pas empêché le chef de la délégation française, André Bettencourt, de faire l'apologie de la «détente», prononçant le mot pas moins de vingt fois, au cours de son discours.

Après la chute de Jijiga

LA SOMALIE SE RETIRERAIT DE L'OGADEN

Le peuple érythréen se prépare à recevoir les agresseurs

● Selon un communiqué du ministère somalien de l'information publié jeudi soir, la Somalie se serait engagée à retirer ses troupes de l'Ogaden, exigeant en retour notamment le retrait de toutes les forces étrangères de la Corne d'Afrique, et la reconnaissance du droit à l'autodétermination pour les Somaliens de la Somalie occidentale, dont l'Ogaden fait partie. Le communiqué dénonce : «Les bombardements contre la République démocratique de Somalie». Le président américain Carter a indiqué également jeudi soir, que le président Syad Barre venait de lui annoncer la décision somalienne de se retirer de l'Ogaden. Après avoir déclaré : «L'Union soviétique et Cuba devraient également retirer leurs troupes d'Ethiopie, aussitôt après que les forces somaliennes auront évacué l'Ogaden», Carter a ajouté : «La Somalie devra

promettre de respecter les frontières internationales, notamment celles de l'Ethiopie et du Kenya, avant de recevoir une assistance économique ou militaire des Etats-Unis». Cette déclaration souligne l'intervention croissante des deux superpuissances dans le conflit de la Corne de l'Afrique, en même temps que la menace d'une aggravation de la tension entre les deux superpuissances : ainsi, l'engagement militaire des Etats-Unis pourrait intervenir, si les Ethiopiens et les soviéto-cubains qui n'ont nullement l'intention de se retirer de la région menaçaient de franchir la frontière de la République de Somalie, qu'ils auraient déjà atteinte en plusieurs points. La chute de la ville de Jijiga, dans l'Ogaden a, en tout cas, souligné l'ampleur de l'agression soviéto-cubaine sur le continent africain.

dont la résistance a été écrasée à plusieurs reprises notamment sous le règne d'Haïlé Selassié, en Erythrée, la situation est différente.

Le peuple érythréen qui a commencé sa guerre de libération voici 17 ans, a libéré environ 90 % de son territoire ; grâce à une lutte continue, mobilisant largement les masses populaires, ne bénéficiant que d'une faible aide extérieure, et malgré une division entre plusieurs fronts, il a atteint un degré d'organisation élevé. Comme nous le disait récemment Nafi Kurdi, le représentant du FPLE (Front Populaire de Libération de l'Erythrée) à Paris : «Nous n'avons jamais compté sur une victoire rapide mais, sur une guerre populaire prolongée. Quels que soient les moyens de l'ennemi, le temps joue en notre faveur».

A l'heure actuelle, en prévision d'une intensification de la guerre en Erythrée, des milliers de volontaires s'entraînent dans les maquis, les milices populaires se renforcent dans les villages et les nombreuses villes libérées au cours de l'an dernier, les groupes de guérilla urbaine se renforcent aussi à l'intérieur des villes assiégées, tandis que le réseau d'installations souterraines (décrites par Jacques Portier et Eric Le Nouvel, dans leur rapport paru en décembre, dans le QdP) est consolidé. Déjà, en décembre dernier, l'attaque lancée par la junte de Mengistu, avec l'appui de la flotte soviétique, contre le port de Massouah s'était soldée par un fiasco : les agresseurs avaient dû se replier sur le périmètre de la base navale située sur une péninsule séparée du reste de la ville toujours occupée aujourd'hui, par les maquisards. Devant l'ampleur de la résistance érythréenne, l'URSS sera probablement conduite à augmenter la mise, ceci compte-tenu de la volonté du Kremlin de contrôler la zone de la mer Rouge et donc les côtes érythréennes qui la bordent. Mais, il ne fait pas de doute que le peuple érythréen est déterminé à faire échec à ces prétentions.

Par Jean-Paul GAY



«Compter sur nous-mêmes est la clé de notre victoire», ce mot d'ordre du FPLE, c'est celui que les maquisards et les paysans, le fusil à l'épaule, mettent ici en pratique, dans les champs des zones libérées. Ils attendent de pied ferme les éventuelles interventions éthiopiennes et soviéto-cubaines.

Jijiga placée comme le reste de l'Ogaden sous la domination éthiopienne, avait été prise en août dernier par le Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.), appuyé par l'armée somalienne. Seuls les énormes moyens mis en œuvre par l'URSS et Cuba ont pu avoir raison, semble-t-il pour l'instant, de la résistance somalienne dans cette localité, et de ce point de vue, la bataille de Jijiga a une portée bien plus que locale.

La Corne de l'Afrique, outre l'intérêt stratégique qu'elle représente, paraît de plus en plus être un terrain d'essai pour le social-impérialisme qui envisage des interventions directes ultérieures dans d'autres parties du continent. L'intervention contre Jijiga semble en effet un précédent pour l'Afrique : des unités de chars entières, des canons sans recul et des troupes ont été parachutées en grand nombre derrière les lignes somaliennes, en bénéficiant de la couverture aérienne soviétique tandis que les MIG et l'artillerie lourde bombardaient massivement la ville.

Cette technique du «rouleau compresseur» utilisée en Ogaden risque fort d'être employée prochainement contre le peuple érythréen, au nord de l'Ethiopie : l'intervention soviéto-cubaine massive pourrait prendre alors la forme, dans un premier temps, d'un débarquement sur les côtes érythréennes, au bord de la Mer Rouge, pour tenter notamment de dégager les deux ports Assab et Massouah et la capitale Asmara, assiégés par les forces de libération depuis maintenant plusieurs mois, où les forces éthiopiennes acculées, sont menacées d'asphyxie. Mais si, en Ogaden, les Soviéto-cubains ont pu bénéficier des difficultés passées de la lutte de la population somalienne

KLAUS CROISSANT : PROCES AJOURNÉ

Le procès de M^e Klaus Croissant qui s'était ouvert jeudi matin devant le tribunal situé dans l'enceinte de la «prison de sécurité» de Stammheim, à Stuttgart, a été ajourné au 14 mars, peu de temps, après le début de l'audience. La raison de l'ajournement, est le refus des avocats, dont plusieurs Français, de se laisser fouiller à l'entrée du tribunal. Le président du tribunal a décidé de consulter le barreau de Stuttgart sur la «validité» de l'attitude des avocats.

C'est une nouvelle loi, fraîchement adoptée par le Bundestag, qui vient en effet d'instituer la fouille des avocats désormais tous considérés a priori comme suspects : tel est l'engrenage de la dangereuse législation établie en Allemagne fédérale. Croissant est accusé de terro-

risme pour avoir voulu organiser la défense politique collective des terroristes de la «Fraction Armée Rouge». Aujourd'hui les avocats de Klaus Croissant sont soupçonnés et ils peuvent de ce fait être exclus du procès de Stuttgart, pour «complicité avec leur client». Par exemple, si leurs plaidoiries sont jugées susceptibles de «freiner la marche de la justice». La fouille est une manière de faire peser des soupçons publics sur eux. Dans ces conditions, même une défense minimale devient hypothétique. Ainsi, une résistance se dessine parmi les avocats : une de leurs associations à Berlin vient d'appeler à refuser la fouille, ce qu'ont fait lundi et mardi, les avocats d'Ingrid Moeller et de Bernhard Braun, de la «Fraction Armée Rouge»

dont le procès vient également de s'ouvrir, ainsi que celui de Gunther Sonnenberg.

La fouille des avocats va de paire avec les mesures prises pour isoler les détenus du monde extérieur. Klaus Croissant enfermé depuis son extradition par les autorités françaises, dans la prison de Stammheim, qui avait été construite spécialement pour le procès du groupe Baader-Meinhof, a de plus en plus de difficultés à recevoir des visites, celles-ci étant refusées le plus souvent, sans même qu'un motif soit avancé. Même des personnalités, comme l'inoffensif Noguères, de la Ligue française des Droits de l'Homme, se sont vus refuser la possibilité d'approcher Croissant.

Le procès ajourné, devrait durer plusieurs mois,

peut-être six mois. Il semble bien que ce soit là une tactique pour faire oublier l'accusé par l'opinion publique, et contribuer ainsi à un plus grand isolement, afin de pouvoir le condamner dans la plus grande tranquillité.

Pendant ce temps, aux Pays-Bas, l'avocat de trois membres de la RAF qui sont emprisonnés dans ce pays, vient de dénoncer les conditions de détention, et notamment l'isolement dont ceux-ci sont victimes, les prisons hollandaises étant calquées sur les prisons allemandes. L'avocat a également dénoncé la participation «des agents du BKA (office criminel fédéral allemand) aux interrogations et aux activités de contre-insurrection sur le territoire néerlandais».

Achetez le
Quotidien
du Peuple
tous les jours
dans le même
kiosque